

# relations

1991 : 50 ans  
de Relations

juillet-août 1991 3,00\$ no 572

## Québec en ville !



450<sup>e</sup> anniversaire de la Compagnie de Jésus



Toutes les raisons sont bonnes pour s'arrêter à Québec. On y a des amis, on doit faire halte entre Matane et Montréal ou reprendre son souffle avant de traverser le grand parc des Laurentides... Qui n'a fait l'expérience de goûter à quelque inoubliable festival ou carnaval, en compagnie de visiteurs qu'on ne peut laisser repartir sans leur avoir montré notre plus belle ville? À moins que Québec ne nous ait offert l'occasion de participer à quelque congrès et d'y retrouver, avec la qualité de l'accueil, des gens de toutes les régions, comme ce fut le cas en mai lors du Colloque Rerum Novarum, ou du congrès qui a marqué en juin les cinquante années de la Société catholique de la Bible (SOCABI).

Depuis plusieurs années, pour sa part, la toute montréalaise revue *Relations* s'abreuve régulièrement aux sources québécoises. Elle s'informe à Québec du développement des régions, de l'évolution de notre Église comme des projets du mouvement coopératif. Elle rôde autour de la cité universitaire pour y dénicher des auteurs capables d'identifier les enjeux d'une élection municipale, ou encore d'éclairer certains débats à vif entre les droits personnels et les droits collectifs, par exemple quand il s'agit de la langue, des transports en commun ou des rapports entre la police et l'administration municipale.

Si *Relations* peut offrir, ce mois-ci, un dossier sur la ville de Québec, c'est bien grâce à ce réseau de collaborateurs et collaboratrices fidèles. Nous leur avons demandé de nous dire en mots clairs tout ce que nous devrions savoir sur notre capitale... ou presque.

Les surprises touristiques et culturelles qu'offre cette « ville d'eau, ville d'ombre, ville d'art » dissimulent peut-être trop la « ville orpheline » qui cherche tuteur, tout comme elles risquent de nous faire oublier celles et ceux qui marchent « sans lunettes » dans ce jardin suspendu... Si nous allons à Québec, surtout en cette période estivale, c'est aussi pour y chercher des traces de l'imagination démocratique, cette potion non magique dont nous avons terriblement besoin pour dépasser les risques asphyxiants de la récession nationale.

Gisèle Turcot

# relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTRICE  
Gisèle Turcot

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION  
Fernand Jutras

ASSISTANT À LA RÉDACTION  
Dominique Boisvert

COMITÉ DE RÉDACTION  
Gregory Baum, Joseph Guère, Julien Harvey, Roger Marcotte, François Moris-

sette, Guy Paiement, Jean-Paul Rouleau, Francine Tardif.

## COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin, Ginette Boyer, Marie-France Cyr, Richard Dubois, Pierre-André Fournier, Yves Lever, Marc Maesschalck, Annine Parent-Fortin, Jacques Racine, Jean-Pierre Richard, Nicole Riberdy, Maryse Robert, Henri Sader.

## BUREAUX

25, rue Jarry ouest  
Montréal H2P 1S6  
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS  
Hélène Desmarais

10 numéros (un an) : 20,35\$ (TPS incl.)  
À l'étranger : 24,00\$  
Abonnement de soutien : 50\$

Numéro d'enregistrement pour  
fin de TPS : R119003952

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106, USA.

Courrier de la deuxième classe. Enregistrement no 0143.

# face à l'actualité

Où mènent les caisses populaires ?  
Les autochtones un an après Oka  
Nouvelles tendances syndicales

## LES TROIS DÉFIS DU MOUVEMENT DESJARDINS

au panthéon des valeurs sûres, dans le Québec de l'après-Bélanger-Campeau, un des socles les plus en vue revient de toute évidence au président de la Confédération des caisses Desjardins, Claude Béland. Avec un incroyable sourire, cet homme dirige « l'incroyable force de la coopération » d'une façon qui, sans nul doute, ferait plaisir à Alphonse Desjardins lui-même.

Le principal génie de Claude Béland est d'avoir compris que la fécondité des caisses populaires et d'économie procédait de leur maillage intime avec le tissu social et national du peuple québécois et que, par conséquent, la gestion productive d'un tel mouvement exigeait, au-delà des paramètres bancaires, la mise de l'avant d'objectifs sociaux et nationaux explicites et généraux. « Ce qui importe vraiment par-dessus tout, lançait-il en octobre 90 devant les participants aux États généraux de la coopération, c'est de vérifier si la coopération constitue un véritable projet de société ou si, au contraire, elle n'est qu'une forme d'entreprise qui se dit différente. » Le mois suivant, devant la commission Bélanger-Campeau, il jalonnait en quelque sorte la réponse à son interpellation en affirmant que pour le mouve-

ment Desjardins, la configuration de ce projet de société serait résolument québécoise.

Les coopérateurs accueillent avec un grand sentiment de satisfaction, pour ne pas dire d'euphorie, ce qui se passe chez Desjardins. D'une part, on est fasciné par la connivence entre l'évolution actuelle et le rêve du fondateur, lequel, il y a près d'un siècle, annonçait un projet de société québécoise originale, dont les caisses ne seraient qu'un prélude. D'autre part, on est impressionné, presque jusqu'à l'incrédulité parfois, d'entendre de la bouche du patron du plus gros complexe financier québécois un discours où le caractère non capitaliste des valeurs et principes coopératifs est affirmé en toute simplicité et sérénité.

Ce qui précède veut-il dire que le mouvement des caisses Desjardins est un édifice pratiquement achevé et dont il n'y aurait plus désormais qu'à gérer la maintenance ? Non. Même s'il monte bien, l'édifice est encore en chantier et ses architectes sont aujourd'hui placés devant trois défis majeurs : celui de la démocratisation, celui de la lutte contre la pauvreté et celui de la contribution au développement coopératif.

De quelle façon se pose le défi de la démocratisation ? La

force transformatrice de l'action coopérative est liée à une tradition de démocratie directe, de participation. Mais comment conserver ce type de démocratie lorsque l'organisation coopérative grandit et se complexifie ? À la tête d'un réseau de 5 000 000 de sociétaires et de 1400 caisses, Claude Béland n'est élu que par un conseil d'administration de 32 personnes, lesquelles sont déléguées non directement par les caisses, mais par les onze fédérations qui représentent les caisses. Entre un sociétaire de caisse et un administrateur de filiale d'une des sociétés de portefeuille de la confédération Desjardins, il y a près d'une dizaine de paliers de délégation de pouvoir. Cela a-t-il encore une efficacité démocratique ? Pour un harnachement plus fécond de l'énergie en provenance de la base, il semble que les caisses, tout en demeurant liées à leurs fédérations respectives, devraient être affiliées directement à la confédération, de façon que les congrès de cette dernière soient décisionnels, détenant entre autres le mandat particulier d'élire l'exécutif et le président.

En quels termes se formule la question de la lutte contre la pauvreté ? Historiquement, l'action coopérative est apparue comme une réponse à la misère. « Fille de la nécessité » disent les historiens. Dans le contexte d'appauvrissement actuel de notre société, conséquence des politiques néo-libérales, à quelles conditions l'application des principes et des règles de la coopération peut-elle représenter une formule de remplacement pour les défavorisés et les marginaux ? Et si elle s'avère incapable d'affronter le défi de la pauvreté, la coopération ne risque-t-elle pas de se disqualifier par rapport à sa vocation historique ?

Enfin, comment le mouvement Desjardins doit-il promouvoir le développement coopératif ? Est-ce en créant lui-même des entreprises déléguées dans différents secteurs ou en collaborant à la mise en place, dans la société québécoise, de conditions sociales, politiques et financières pour qu'un peu partout, des personnes se regroupent et se donnent des entreprises coopératives autonomes, afin de répondre à leurs besoins ? En d'autres mots, l'idéal consiste-t-il à constituer un *holding* ou à favoriser l'intercoopération ?

Ces trois défis sont déjà inscrits au programme d'action du mouvement Desjardins. La démocratisation sera l'objet du prochain congrès, qui se tiendra à l'automne ; la lutte contre la pauvreté est menée principalement à travers le Forum pour l'emploi ; et la contribution au développement coopératif passe, de façon importante, par la collaboration au processus des États généraux de la coopération, qui culminera l'an prochain et d'où doit sortir un plan stratégique du développement des coopératives au Québec.

Chacun de ces trois défis possède son axe bien spécifique, mais leur réussite sera commune ou ne sera pas du tout. Claude Béland, plus que tout autre, sait à quel point la lutte contre la pauvreté doit pouvoir compter sur une stratégie de développement coopératif et comment l'engagement profond de son mouvement à la poursuite de tels objectifs a besoin d'un processus de démocratisation permettant aux assemblées générales des caisses d'avoir plus d'initiative dans la conduite du mouvement. ■

Joseph Giguère

## UN AN APRÈS, A-T-ON APPRIS ?

Un an après les événements qui ont fortement ébranlé la crédibilité tant des politiques gouvernementales que de la cause autochtone dans l'opinion publique, ici comme à l'étranger, il importe de faire le point : non pas pour évaluer les suites concrètes du fait divers vécu en 1990, mais plutôt pour mesurer l'évolution de quelques problèmes fondamentaux qui sous-tendaient les événements d'Oka. C'est la meilleure façon d'évaluer le risque de reprise des tensions que nous avons connues.

*Une politique québécoise.* Le 19 février 1991, le ministre délégué aux Affaires autochtones du Québec, M. Christos Sirros, rendait public un processus devant aboutir, à l'hiver 1992, à une politique gouvernementale globale en matière autochtone.

Ce processus comprend trois étapes : document d'un groupe de travail interministériel et colloques régionaux permettant aux autochtones et aux autres observateurs de formuler des pistes de solutions en vue d'une politique ; puis un livre (probablement rouge) élaboré par le groupe interministériel et contenant les éléments préliminaires de la politique, suivi d'une rencontre avec les interlocuteurs de la première étape ; et enfin, un projet de politique, suivi d'une consultation et d'une commission parlementaire.

On ne peut que se réjouir, à première vue, de l'effort de définition d'une politique globale par le gouvernement du Québec. Car les autochtones se sont plaints très souvent, par le passé, de la sectorialisation de leurs dossiers dans chacun des ministères et chacun des programmes gouvernementaux. Le processus annoncé a tout au moins le mérite de reconnaître l'absence

actuelle de politique globale et les misères d'une approche au cas par cas.

Déjà, le Conseil des ministres avait adopté, le 9 février 1983, une série de quinze principes et l'Assemblée nationale avait par la suite adopté, le 20 mars 1985, une résolution sur les droits autochtones. Mais le vrai problème n'est pas là : il réside plutôt dans l'incapacité à reconnaître de façon pragmatique l'urgence des problèmes, dans les limitations intrinsèques de ces principes et de leurs prémisses et dans l'absence de volonté politique de les mettre en application avec ouverture d'esprit et générosité<sup>1</sup>.

Espérons que le projet de politique ne connaîtra pas le même sort que les principes et la résolution qui l'ont précédé.

Quant aux leaders autochtones, ils ont réagi à cette annonce d'intention par des exigences d'action immédiate.

*Le fédéral ne veut pas être en reste.* Le 23 avril 1991, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, annonçait la création d'une commission royale d'enquête sur « la situation économique, sociale et culturelle des peuples autochtones au pays ». Le charisme et la crédibilité d'Ed Broadbent seraient mis à contribution. Le fédéral mettra aussi sur pied une commission

1. Mentionnons, à titre d'exemple, que le dernier paragraphe de la résolution du Québec convient de mettre en place un forum permanent de discussion, de communication et de recherche de solutions aux dossiers autochtones, devant leur permettre de faire reconnaître leurs droits, leurs aspirations et leurs besoins. Ce forum n'a jamais été sérieusement considéré au-delà de rencontres protocolaires et d'échanges de bons procédés.

des revendications particulières, injectera des fonds supplémentaires dans le règlement des revendications, priorisera, d'ici l'an 2000, le dossier territorial de la Colombie-Britannique et augmentera les fonds relatifs à l'éducation secondaire. On annonçait aussi l'examen possible de revendications antérieures à la Confédération de 1867, ce qui devrait améliorer les chances de règlement de plusieurs contentieux importants au Canada.

La réplique autochtone à cette annonce a été particulièrement cinglante, certains dénonçant le fait « que les autochtones ont déjà été étudiés jusqu'à l'os » depuis quelques années, d'autres reprochant au processus un nouvel étalage de la misère autochtone sur la place publique.

Il faut s'interroger, ici aussi, sur la volonté réelle d'agir d'Ottawa ; car on ne fait rien pour corriger le caractère restrictif des trois grandes politiques actuelles du fédéral à l'égard des autochtones : celle des revendications territoriales globales concernant les droits ancestraux, celle de l'autonomie gouvernementale concernant la mise en place de gouvernements indiens et celle des revendications particulières, concernant le respect des droits issus de traités et les manquements du gouvernement fédéral dans sa responsabilité de fiduciaire.

Soulignons que plusieurs leaders autochtones et allochtones sont déjà venus, devant le Comité fédéral permanent des affaires autochtones, claironner leurs récriminations et identifier des pistes de solutions. On se rappellera aussi que de nombreuses recommandations majeures et positives dorment toujours sur les tablettes du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada à la suite du rapport Penner, du Comité spécial sur l'autonomie politique des Indiens, en octobre 1983 et du rapport Coolican, du Groupe d'études sur la politique des revendications globales, en décembre 1985. Ces commissions ont, à l'époque, fait le tour du pays et rencontré les collectivités autochtones qui y ont dénoncé leurs conditions de vie, leur absence de pouvoir et le mépris de leurs droits ancestraux.

Par-delà l'apparente préoccupation du gouvernement fédéral, il est loin d'être sûr que l'enquête royale projetée produise d'autres résultats que de nouvelles déceptions.

*Le mea culpa de l'Assemblée des premières nations du Canada.* Plusieurs nationalistes se sont étonnés, avec raison, que les revendications des nations autochtones, comme peuples distincts, ne s'identifient pas davantage aux revendications du peuple québécois. Il semblait, au contraire, que la position de plusieurs leaders autochtones était radicalement anti-québécoise, certains allant même jusqu'à proposer une

partition du Québec au profit du Canada.

En même temps, pourtant, certains leaders autochtones d'ici exprimaient, dans le cadre de la Commission Bélanger-Campeau, des positions nettement plus sympathiques à l'égard du nationalisme québécois et le Parti Québécois lui-même, lors de son congrès de janvier dernier, manifestait une ouverture d'esprit (théorique) remarquable en matière de reconnaissance des droits autochtones<sup>2</sup>.

Le 25 avril dernier, on assiste à une volte-face spectaculaire du chef de l'Assemblée des premières nations du Canada, M. George Erasmus, devant des journalistes médusés. Il veut réparer certains dommages auxquels il a contribué, comme le manque de communication et l'hostilité entre les communautés autochtones et allochtones. À la veille de quitter le poste le plus important des organisations autochtones du pays, il a le courage de prendre sa part du blâme, il demande pardon et souhaite un *modus vivendi* acceptable à tous. Il propose une association tactique avec un « allié naturel », le Québec, pour défendre des amendements constitutionnels qui permettraient à la communauté québécoise et aux nations autochtones d'exprimer et de contrôler leurs spécificités respectives.

Le Québec, par la voix de son ministre responsable des Affaires intergouvernementales, M. Gil Rémillard, devait s'empresser à la fois de se réjouir de cette volte-face et d'affirmer la différence des revendications des deux parties.

*La suite de l'histoire.* Pour la suite des événements, il faudra particulièrement surveiller les situations suivantes :

- la tentative de Frank McKenna, au Nouveau-Brunswick, de donner aux 8000 autochtones de cette province une voix à l'assemblée législative ;
- l'existence, le mandat et les travaux encourageants de la Commission indienne tripartite de l'Ontario qui jouit, depuis 1978, d'une autorité indépendante dans le processus de négociation concernant les droits autochtones dans la province ;
- l'attitude du Québec à l'égard de la négociation qui doit s'amorcer prochainement avec les Inuit du Nunavik pour la mise en place d'un gouvernement autonome au nord du 55ième parallèle ;
- l'ouverture d'esprit du Québec dans la reconnaissance d'une plus ou moins grande autonomie judiciaire pour les communautés mohawks ;
- la reprise du débat constitutionnel canadien et la place qui y sera faite aux droits et aux intérêts autochtones. ■

René Boudreault

Analyste et conseiller  
pour les dossiers autochtones

2. Voir *Relations*, mars 1991, p. 35-36.

## DU NEUF CHEZ LES SYNDICATS ?

**P**articipation, coopération, concessions, concertation, partenariat : autant de termes qui surgissent du paysage syndical et qui apparaissent comme des nouveautés. S'agit-il de revirements de la part des syndicats face à des patrons qui semblent avoir raffiné leurs stratégies, depuis une décennie surtout, pour s'assurer la plus entière collaboration des salariés ?

Et voilà ! Le mot est lâché. Les organisations syndicales verseraient maintenant dans la collaboration, la collusion même, pour ne pas dire la trahison, ce dont certains les accusent. À l'in-

verse, d'autres observateurs y voient comme un délestage bénéfique des attitudes extrémistes, de l'affrontement à tout prix, pour une stratégie plus pragmatique, plus réaliste, qui tient compte de la conjoncture de crise et de la compétitivité internationale.

Comment réfléchir sur ces changements d'attitudes syndicales sans verser ni dans une vision fataliste de nécessité conjoncturelle, comme si le mouvement syndical ne pouvait rien y changer, ni dans l'accusation de haute trahison, comme si la partie était définitivement gagnée par les maîtres dès lors que

la lutte ne prend pas l'allure d'une bataille rangée ? Existe-il des repères qui nous permettraient de commencer à démêler ces écheveaux et à trouver de meilleurs qualificatifs pour décrire ces changements de stratégies syndicales ?

On sait que depuis la Seconde Guerre mondiale, les rapports entre patrons et salariés s'étaient articulés sur la base d'un compromis social : les salariés obtenaient, après une phase de dures luttes, la reconnaissance syndicale, le droit de négocier les salaires et un certain nombre de conditions afférentes. En échange de cette concession, les salariés se voyaient exclure de l'organisation de leur travail, de la gestion de l'entreprise ; ce genre d'exclusion se reproduisait ailleurs aussi, dans les rapports entre l'État (providence) et les citoyens, par exemple. Ceci illustre bien la portée sociale et politique d'un tel modèle de rapports sociaux. Par contre, ce compromis comporte aussi des gains importants pour les classes ouvrière et populaire tout comme l'avaient fait la semaine de 48 heures et le droit de vote, au cours du siècle précédent.

On sait aussi que dès la fin des années 1960, les salariés ont commencé à faire éclater ce compromis, en refusant de plus en plus les conditions pénibles de l'organisation du travail typique des chaînes de montage. En même temps que montaient les aspirations sociales à la participation, on remettait de plus en plus en cause le gaspillage, la contre-productivité du productivisme industriel. On se rappelle, à ce sujet, les grandes protestations du mouvement de mai 1968 en Europe et du mouvement contre-culturel de Californie, ainsi que les revendications autogestionnaires des années 1970.

Ces protestations et ces nouvelles demandes sociales ont en bonne partie provoqué la crise qui perdure aujourd'hui. Face à l'effritement des gains de productivité, largement dû au refus des ouvriers de n'être considérés que comme des exécutants, les entreprises se sont mises à explorer, surtout à partir de la deuxième moitié des années 1970, de nouvelles formes d'organisation du travail pour retrouver l'implication, forcée ou pas, des salariés dans leur travail.

À travers ces expérimentations très différenciées, on peut, en simplifiant un peu, retracer trois orientations principales des stratégies patronales. Tout d'abord, une réaffirmation du modèle classique, avec ses méthodes tayloristes de l'organisation du travail, le renforcement des contrôles grâce au support des nouvelles technologies et la diminution du coût du travail par l'utilisation de la sous-traitance et du travail précaire. Nous pourrions appeler ce modèle « néo-tayloriste ».

Est également mis de l'avant un modèle « individualiste », où l'employeur recherche, par différentes stratégies (culture d'en-

treprise, enrichissement des tâches, cercles de qualité), l'identification de la salariée ou du salarié aux objectifs de l'entreprise, sur une base individuelle, en faisant tout pour contourner les syndicats et les conventions collectives.

Enfin, on voit aussi émerger un modèle « démocratique », résultat de négociations et non de la seule initiative patronale. Un tel modèle rencontre les objectifs patronaux de productivité, certes, mais il peut aussi répondre aux demandes de reconnaissance, d'exercice de l'initiative, d'implication, de respect du syndicat.

Disons tout de suite que, dans le cas de l'organisation néo-tayloriste, les organisations syndicales savent à quoi s'en tenir. Elles connaissent les règles du jeu et y ont éprouvé depuis longtemps leurs stratégies de défense des intérêts des salariés. De même, la grande méfiance des syndicats envers les stratégies patronales du deuxième type est tout à fait justifiée, puisqu'ils s'en trouvent exclus. C'est dans le troisième modèle d'innovation que se trouve aujourd'hui le véritable enjeu, tant syndical que social. S'agit-il d'un élargissement des droits syndicaux à des domaines dont ils étaient exclus par le droit de gérance, élargissement qui pourrait déborder dans d'autres secteurs que le travail ?

Certes, les jeux ne sont pas encore faits, à ce moment-ci. Il existe une grande variété de cas et une multitude de nuances entre ces expérimentations, ce qui suppose d'examiner chaque situation, en se méfiant de toute généralisation. Les syndicats doivent rester constamment vigilants ; certains d'entre eux cherchent d'ailleurs à prendre l'offensive, lorsque les circonstances se présentent, pour amener le patron, au-delà des discours, à offrir une véritable participation négociée des salariés et de leur syndicat. C'est là, nous semble-t-il, la meilleure avenue pour en arriver à un nouveau compromis social, qui non seulement associerait les salariés à la gestion, mais qui pourrait aussi être le début d'une véritable participation de la population, tant au plan social qu'au plan politique.

Une telle position suppose, certes, que les syndicats coopèrent, comme ce fut toujours le cas dans les négociations, malgré et à travers les luttes. Mais dans ce type de coopération, on se trouve bien loin de la collaboration et surtout de la collusion et de la trahison. Car il s'agit bien ici d'une véritable lutte sociale en vue d'un peu plus d'émancipation pour les classes ouvrière et populaire. ■

Jacques Boucher et Paul R. Bélanger

Département de sociologie de l'UQAM

## BIBLIQUIZ

### (Le jeu du Nouveau Testament)

Pour apprendre à connaître les lieux, les personnages, les écrits et les coutumes à l'époque de Jésus.  
Préparé par des professeurs de la CÉCM, supervisés par une conseillère en éducation chrétienne.

#### COÛT:

commande postale: 25 \$ + frais d'envoi + TPS + TVQ = 32,06 \$

acheté directement à SOCABI: 25 \$ + TPS + TVQ = 28,89 \$

Commandez à:

**SOCABI**

Société catholique de la Bible, 7400 boul. St-Laurent, Montréal H2R 2Y1 tél.: (514) 274-4381

DOSSIER

# Québec en ville !



Ville de Québec

Partir à la découverte d'une ville, quel beau projet estival !  
Surtout quand cette ville s'appelle Québec et que l'ambition est de la hisser  
à la hauteur de son histoire, audacieuse et créatrice...

# QUE FAISONS-NOUS DE L'HÉRITAGE ?

par Pierre-André Fournier<sup>1</sup>

debout, sur la terrasse Dufferin, le visage tourné vers le fleuve, Michel Chartrand, dans le récent film « Un homme de parole », poétise sa passion pour l'infini du paysage de Québec. C'est une belle scène. Très belle ! Ce cri du cœur, nous l'entendons – vous n'êtes pas étonné ? – au tournant de plusieurs pages du présent numéro de *Relations* sur la ville de Québec. Irrépressible, ce cri : c'est aussi mon expérience.

Mais en quoi Québec est-elle plus qu'une ville « de toute beauté » ? Joue-t-elle un rôle vraiment capital-e ? Rayonne-t-elle autant qu'elle le pourrait et devrait ? Pourquoi a-t-elle encore autant de difficultés à garder en ses murs une bonne partie de la crème de ses artistes ? Ses citoyens et citoyennes les plus fragiles ont-ils la place qui leur revient ? Y a-t-il une volonté ferme et commune de lutter contre certains fléaux comme le chômage, la pollution, un développement basé principalement sur les intérêts financiers ?

Le goût que laisse cette brochette d'articles, c'est celui de travailler à *hisser Québec à la hauteur de son histoire, audacieuse et créatrice*. Paul Tremblay traduit ce sentiment par l'expression pertinente « comme un effet de serre ». C'est comme si Québec portait en elle tout ce qu'il faut pour éclater avec encore plus de force au grand jour, mais qu'il manquait des liens organiques nécessaires entre ses différents éléments : les pouvoirs politiques et économiques, les réseaux d'éducation et de culture, les institutions de service, les groupes d'action sociaux ou populaires. Il y a là une synergie à développer qui est tout un défi. Lors du Colloque de mai à l'Université Laval, marquant le Centenaire de l'encyclopédie *Rerum Novarum*, la Faculté de théologie s'était faite partenaire des gens impliqués à la base dans les questions sociales en organisant trois grandes activités en milieu populaire. Le franc succès de cet événement devrait être un exemple à suivre pour les autres facultés de cette université francophone qui jouit déjà d'un enviable prestige international.

Oui, le tourisme est important à Québec, parce qu'on ne peut enfouir un tel trésor, mais il faut un tourisme qui se renouvelle, se modernise. En cela, l'article de Marc Pelchat, « Tourisme et pastorale », est prophétique. De nouvelles solidarités ont été établies pour que les visiteurs puissent entrer en contact plus intimement avec les racines exceptionnellement mystiques de la capitale. Le touriste inspiré devient pèlerin, fasciné par la vie aventureuse des trois bienheureux : François de Laval, Catherine de Saint-Augustin et Marie de l'Incarnation. Le Vieux Québec *intra-muros* devenu « Terre Sainte ». Pourquoi pas ?

## Ville de paradoxe

D'autres collaborations entre différents secteurs semblent plus difficiles à réaliser. Québec aussi porte ses paradoxes. D'un côté, il y a eu l'étalement démographique accéléré des citadins vers les banlieues tous azimuts ; d'un autre côté, on a l'impression que le cœur de la cité a perdu, par ce phénomène, une partie de sa capacité respiratoire. Et c'est toute la Communauté urbaine de Québec qui écope, parce qu'on ne peut isoler le présent et l'avenir de Québec de celui de toutes les villes de la CUQ.

« Ville d'eau, ville d'ombre, ville d'art » de Richard Dubois est un vigoureux et coloré souffle d'interpellation et d'espoir. L'article rappelle, aux édiles municipaux entre autres, leur rêve, partagé lors de la campagne électorale, de faire en sorte que la culture soit à Québec ce que l'automobile est à Détroit. Sa requête s'adresse à juste titre aux divers paliers de gouvernement. On retrouve dans ce dossier des parallèles entre Québec et Montréal. Ces rapprochements ne sont pas à considérer comme de simples velléités de rivalité historique.

Paradoxe également décrit dans l'article de Vivian Labrie. Comment dévelop-

per une ville pleine de potentiel comme Québec, à partir des besoins humains des gens que plusieurs considèrent comme étant les moins rentables ? Voilà un défi énorme et lumineux que nous lance cette Québécoise qui, lors de l'année de l'alphabétisation (1990), a été invitée par l'Unesco à donner à Paris une conférence sur ce sujet. Une cité qui écoute de plus en plus la vie réelle des gens et des quartiers, qui écoute, en particulier, les appels des sans-voix, ne pourra que grandir humainement.

C'est d'ailleurs la voie que propose Louise Quesnel : Saint-Roch, quartier de la Basse-Ville, se prépare, non sans douleur, à faire respirer davantage le grand Québec si les décideurs trouvent les « moyens » de donner suite aux vœux exprimés par plusieurs éléments de sa population, lors des audiences de la Commission touchant l'avenir du quartier (automne 90).

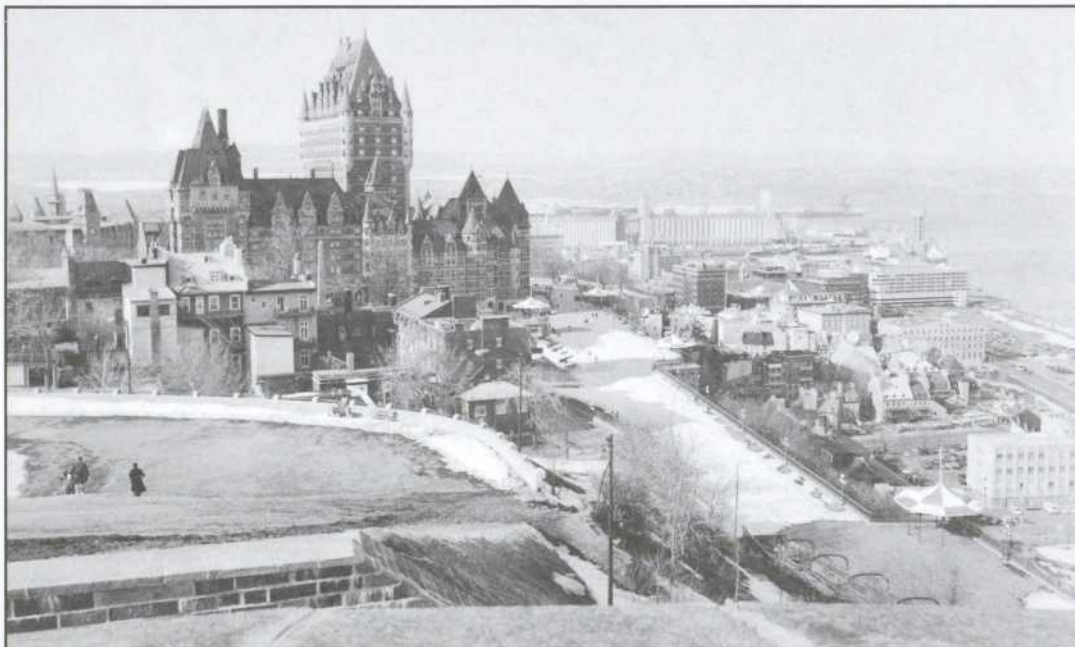
Ce dossier très diversifié, encore que forcément incomplet, porte le message suivant :

Québec, je t'ai regardée.  
C'est toi mon histoire, notre histoire.  
Comme une graine apportée par de  
forts vents  
de mer déposée en terre, tu as germé  
au bord du fleuve,  
grandi au pied de la falaise  
et étendu tes racines bien au-delà.  
Aujourd'hui c'est un autre visage qui  
nous apparaît.  
Qu'en ferons-nous ?  
Que faisons-nous de l'héritage ?  
Notre présent, notre passé, notre futur,  
tout prend un sens.  
L'oubli devient présence  
et le doute fait place à la certitude :  
« Ici, j'ai quelque chose à bâtir<sup>2</sup> ». ■

1. L'auteur est curé de la paroisse Saint-Roch et président de la région pastorale Québec-Centre.
2. Épilogue de la dramatique présentée sur le parvis de l'église Saint-Roch, en juin 90, par le Café des arts de Québec. Cette dramatique a pour titre : « Les Mystères de la Basse-Ville ».

# QUÉBEC, VILLE ORPHELINE

par Louise Quesnel<sup>1</sup>



Ville de Québec

Depuis vingt ans, la population de la grande région de Québec s'est accrue de 3,3 %, tandis que celle de la ville de Québec a diminué de 0,8 %. Ces pourcentages, qui varient énormément selon que l'on considère les quartiers centraux ou périphériques de la ville (Quesnel, 1991 :23), situent d'emblée la question du développement socio-économique dans la région. À la faveur d'une urbanisation rapide et étalée des deux rives du fleuve Saint-Laurent, le développement non coordonné des ensembles résidentiels, des équipements collectifs et privés et des centres d'emploi, a modelé un tissu urbain qui montre, aujourd'hui, les signes d'une situation inquiétante.

Il faut donc bien situer le niveau d'intervention auquel on s'adresse, puisqu'une analyse assez précise est essentielle pour poser un diagnostic réaliste

sur ce milieu étendu et diversifié. De plus, une approche efficace s'appuie sur le postulat de l'interdépendance étroite entre ces diverses réalités régionales. Car la croissance démographique étant ce qu'elle est, toute augmentation d'un côté est liée à un déplacement de l'autre. La question du développement de la ville centrale et de son centre est donc en même temps la question du développement de la région. Dans ce cas, les parties ne peuvent être séparées du tout et la dynamique de l'ensemble est étroitement liée à celle de ses parties centrales.

## *Tendances*

Un regard sur les transformations récentes de Québec montre des tendances positives et d'autres qui sont plutôt négatives. Commençons par les premières.

À la faveur d'une politique de revitalisation urbaine, certains quartiers centraux de la ville de Québec, comme le

Vieux Québec et le quartier Montcalm, affichent une vitalité nouvelle. Gentrification des populations résidentes, rues commerciales actives, taux de chômage moins élevé qu'ailleurs sont autant de manifestations d'une amélioration des conditions dans ces quartiers.

À une très faible distance de ces îlots urbains bien nantis, se trouvent par ailleurs des quartiers moins privilégiés par les politiques urbaines et la conjoncture économique. Délaissés au profit de territoires périphériques bien desservis par un réseau autoroutier surdéveloppé, les îlots centraux de la Haute-Ville (Saint-Jean-Baptiste) et de la Basse-Ville (Saint-Roch) ont été durement touchés par des interventions urbanistiques visant à stimuler la relance économique.

Ainsi, des édifices ont été démolis ou sont inoccupés depuis plusieurs années, suite à des expropriations visant à offrir des espaces libres aux futurs investisseurs. Des « trous urbains » caractérisent maintenant le centre de la ville de Québec, comme on les connaissait déjà dans des villes étrangères comme Détroit ou même San Francisco. Ces « trous » rongent les villes de l'intérieur,

1. L'auteure enseigne au département de Science politique, à l'Université Laval ; elle est présidente de la Commission consultative sur le Plan d'action du quartier Saint-Roch, à Québec.

puisqu'ils dessinent un environnement peu stimulant, voire repoussant, qui laisse difficilement voir le potentiel qui s'y trouve pourtant encore, malgré tout.

En quoi consiste donc ce potentiel ? Au-delà du discours apologétique à saveur exagérément patrimoniale, on ne peut en ignorer la situation centrale et les avantages qui pourraient en découler pour les quartiers concernés. On ne peut, non plus, considérer comme acceptable et presque normal que les em-

Quelques lueurs d'espoir sont pourtant apparues au cours des dernières années, avec le Sommet économique de la région de Québec en 1983, la Commission d'étude sur la Ville de Québec en 1986, peut-être même l'élection du Rassemblement populaire en 1989. Mais à de grandes attentes succèdent souvent, dans l'immédiat, de grandes déceptions. Les engagements qui émergent dans le feu des représentations politiques demeurent au niveau du discours et il

politique où la ville de Québec occuperait une place privilégiée ? Le discours est abondant : ville historique, ville capitale, ville du patrimoine mondial. Mais il occulte une absence d'interventions telle qu'il y a même lieu de s'interroger sur l'existence d'une volonté d'agir à l'intérieur de sa propre maison.

Plusieurs ont accueilli avec scepticisme les consultations tenues à l'automne 1990 concernant le plan d'aménagement du quartier Saint-Roch. Pourtant, à cette occasion, un consensus impressionnant s'est dégagé au sujet de l'urgence de mesures correctrices et d'interventions qui agissent comme supports au développement socio-économique du centre-ville, et partant de l'ensemble de la ville et de la région (Commission consultative sur le Plan d'action, 1991).

Mais, dans l'immédiat, des mégaprojets tels que l'agrandissement du Centre des congrès et la construction d'un nouveau Colisée semblent constituer les principales préoccupations des responsables municipaux. Pour certains, il est prématuré d'affirmer que les nouveaux élus maintiennent ainsi une approche qui a connu peu de succès à Québec, depuis une trentaine d'années, en ce qui concerne la relance du centre-ville. Pour d'autres, comme le conseiller municipal du quartier Saint-Roch, qui a rompu avec le parti de la majorité élue en 1989, la représentation des intérêts de ses commettants ne peut être conciliée avec les priorités de l'administration en place.

Le débat, loin d'être clos, sera sans doute alimenté par la publication des données du recensement 1991. Celui-ci confirmera les tendances à l'étalement urbain et la détérioration de la position concurrentielle des centres-villes. Les solutions existent, puisque d'autres priorités et d'autres politiques ont contribué, ailleurs, à corriger des situations semblables. Sans que cela soit facile, peut-on encore affirmer : « quand on veut, on peut » ? ■

## LE GRAND QUÉBEC

Créée en 1969, la Communauté urbaine de Québec (CUQ) a vu le nombre de ses villes membres passer de 27 à 13, à la suite de fusions ou d'annexions. S'étendant sur la rive Nord du Saint-Laurent, sur une superficie de 550 km carrés, dont les deux tiers ont une vocation agricole ou forestière, la CUQ regroupe près de 470 000 personnes réparties dans treize municipalités qui sont, par ordre d'importance démographique : Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg, Beauport, Loretteville, L'Ancienne-Lorette, Val-Bélair, Sillery, Cap-Rouge, Vanier, Saint-Augustin-de-Desmaures, Lac-Saint-Charles et Saint-Émile.

plais gouvernementaux soient déplacés vers les banlieues ou vers d'autres villes métropolitaines, alors que Québec et son centre-ville ont été créés principalement pour remplir ces fonctions de gestion publique. L'emploi dans le secteur administratif représente l'un des piliers majeurs de l'économie régionale et tout déplacement significatif en ce domaine se répercute durement sur le dynamisme de la ville et de la région.

Mais, fort heureusement pourrions-nous dire en cette période de restrictions des effectifs dans la fonction publique, le dynamisme local puise aussi à d'autres sources. Celles-ci se trouvent du côté des très nombreuses organisations et associations qui déploient des efforts persistants, depuis au-delà de trente ans, afin de redonner vie au centre-ville ou de préserver le peu qu'il en reste. Groupes de résidents, organismes culturels, regroupements de gens d'affaires, tous unissent leur voix dans la recherche de solutions aux problèmes de la ville. Mais y a-t-il quelqu'un pour les entendre ?

### *Qui prendra son avenir à coeur ?*

Ville orpheline, Québec n'a pas de parents qui prennent à coeur son devenir.

semble difficile, sinon impossible, de les traduire en mesures adéquates et efficaces. Voyons quelques illustrations.

De la part du gouvernement provincial, on ne trouve pas d'appui significatif à la ville dite « capitale », qui n'est pas favorisée par les mesures récemment annoncées. La possibilité de la réduction substantielle des « en-lieux-de-taxes » la touche au contraire plus durement que d'autres villes, tout comme les nouvelles charges dans le domaine du transport en commun. Par ailleurs, des investissements publics continuent d'être consentis pour la construction d'écoles dans les banlieues périphériques, tandis que la ville centrale et les banlieues adjacentes souffrent durement de la restructuration du tissu social. Vieillesse de la population, disparition quasi totale des enfants dans certains quartiers, concentration d'itinérants dans certains îlots et visibilité accrue de la criminalité, etc. Cette situation rend inévitable l'émergence d'une demande accrue pour des services au niveau local, au moment même où des villes comme Québec ne trouvent pas, auprès du gouvernement provincial, l'aide nécessaire pour faire face à ces besoins.

Parmi les penseurs des politiques de développement au Québec, d'aucuns ont appuyé une orientation centrée sur Montréal, ville métropole, et d'autres se sont montrés partisans d'une approche principalement axée sur les régions. Où sont donc ceux qui pourraient promouvoir une

#### Références :

- Commission consultative sur le Plan d'action, *Le quartier Saint-Roch : une priorité aujourd'hui*, Ville de Québec, 1991.
- Quesnel, Louise, « Villes centrales et centres-villes : deux mondes à part », dans C. Andrew et L. Quesnel, *L'aménagement des centres-villes*, Ottawa, Université d'Ottawa et M Éditeur, 1991, p. 17-56.

# COMME UN EFFET DE SERRE

par Paul Tremblay<sup>1</sup>

**a**u lendemain de la dernière élection québécoise en septembre 1989, un journaliste écrivait au sujet des quatre députés du parti Equality : laissons agir sur eux le charme de la ville de Québec et la douceur des terrasses de la Grande Allée, ils oublieront vite leur programme électoral ! Deux ans après les élections, force est de reconnaître que Robert Libman n'a pas encore succombé à la séduction québécoise. Québec a beau être une ville enjôleuse, elle n'est pas encore thaumaturge, comme sa voisine Sainte-Anne-de-Beaupré.

Bien sûr, Québec a du charme. Mais vivre à Québec, ce n'est pas d'abord vivre sous l'effet d'une séduction. C'est d'abord vivre au contact quotidien des racines et des sources françaises. C'est aspirer, respirer, voir, sentir, parler, manger au rythme de la vie et de la culture françaises. Comme au printemps on sent l'humus du sol et la chlorophylle des bourgeons, comme on goûte le soleil de mai et les salades de têtes de violon.

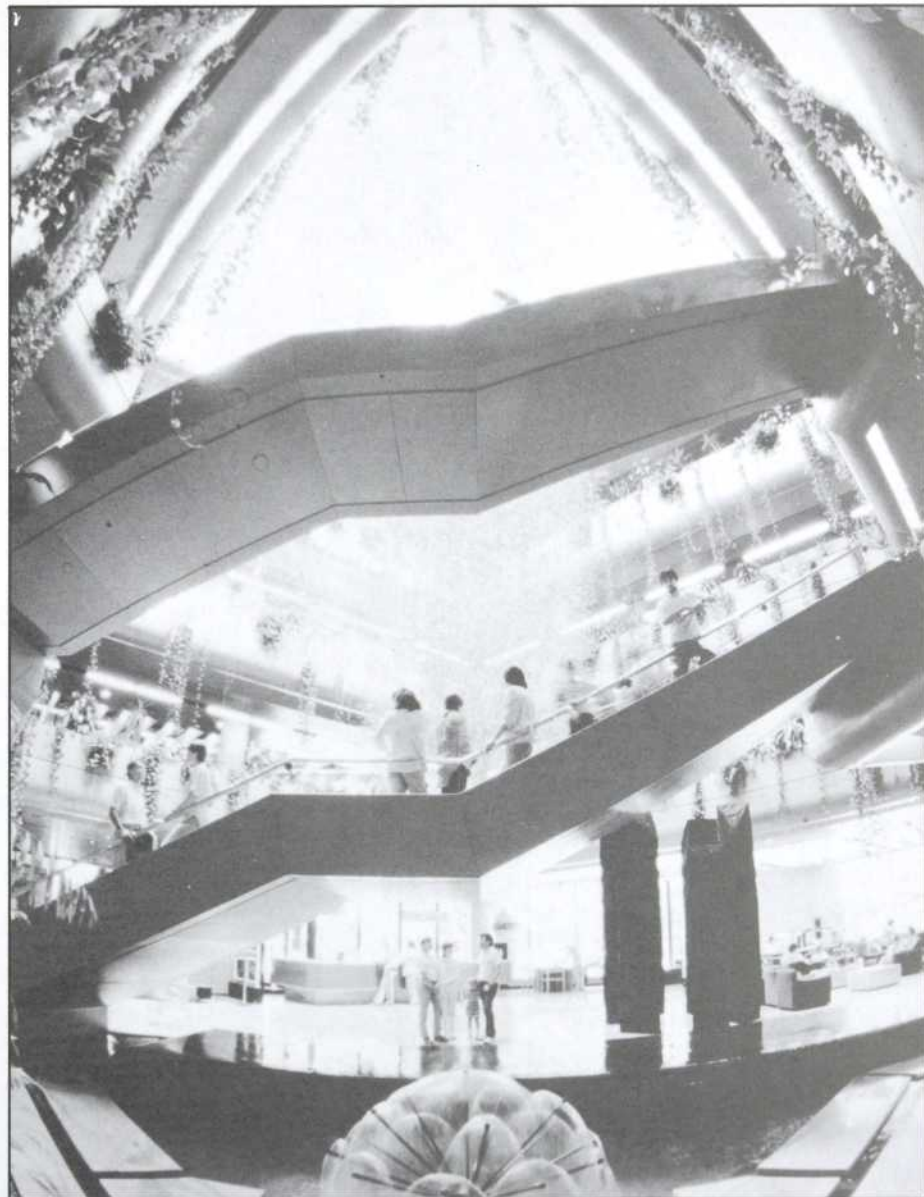
## Vivre à Québec

Vivre à Québec, c'est d'abord vivre à côté du fleuve, connecté au fleuve, cette artère principale du cœur du Québec depuis l'origine. À Québec, de Beauport à Cap Rouge, la présence du fleuve est partout. À Montréal, on trouve des fenêtres sur le fleuve, mais on ne le sent pas (excepté lors des embouteillages sur les ponts). À Rimouski, le fleuve est déjà devenu la mer. À Québec, il se resserre, il fait un détour pour frôler le cap Diamant, il se fend en deux pour admirer l'Île d'Orléans. Écoutez ce fils de Québec qu'est Roger Lemelin : *Je ne peux pas me passer d'entendre les glaces se plaindre, quand la marée monte, et se fracasser dans des gémissements incroyables.*

1. M. Paul Tremblay est sous-ministre au secteur catholique du ministère de l'Éducation du Québec.

Vivre à Québec, c'est en toute saison aboutir aux plaines d'Abraham : pour du ski de fond l'hiver, pour la Saint-Jean en juin, pour les promenades amoureuses en été, pour le dernier soleil d'automne. Un site géographique unique, lieu d'une rupture historique – qu'on appelle étonnamment « la conquête », traduction littérale des manuels d'histoire britannique. Le jour de l'indépendance du Québec, si

jamais il vient, il faudra faire une gigantesque célébration sur les Plaines à la mémoire du général Wolfe. Car c'est grâce à lui si les plaines d'Abraham Martin sont demeurées l'espace vert qu'on connaît aujourd'hui. Malgré tout, merci Wolfe ! Merci le fédéral ! Si vous n'aviez pas été là, il y a bien des chances que les champs de monsieur Martin seraient aujourd'hui des condominiums et des Con-



Bibliothèque Gabrielle-Roy



Ville de Québec

corde, avec aux coins des dépanneurs et des Burger King.

Vivre à Québec, c'est vivre au coeur de l'histoire québécoise. Tout ici parle à la mémoire : l'enceinte, les portes, les noms de rues, la citadelle, les remparts, le Quartier latin, la rivière Saint-Charles, la côte de Beauport. Ailleurs au Québec, la mémoire est si courte, si fragile, si pauvre. Surtout pauvre ! Remarquez, c'est plus facile de se souvenir quand deux gouvernements interviennent depuis des années pour conserver et restaurer les murs, les places, les promenades, le Vieux Port. À Québec, la mémoire est entretenue ! Ailleurs, on n'a pas les moyens... et on oublie. Québec est une ville où notre devise québécoise « Je me souviens » prend enfin sens.

Vivre à Québec, c'est vivre à un autre rythme. La vieille capitale a les airs d'une dame provinciale. Coquette, lente, feutrée. Elle est cordiale, accueillante. Elle a du caractère. Bourgeoise, elle a des manières. On la sent comme aux aguets au sujet de la langue. Elle-même parle un français soigné dans les salons. Et une langue exsangue dans les bureaux du gouvernement. Juchée au sommet de son promontoire, elle se regarde dans le fleuve. L'Île d'Orléans est son miroir inséparable. Elle lui ressemble. Comme chante Leclerc, *pour supporter le difficile et l'inutile, y'a le tour de l'Île, quarante-deux milles de choses tranquilles...* Le tour de Québec rassemble aussi mille choses tranquilles, mille souvenirs qui aident tout le pays à *supporter grande blessure dessous l'armure*.

Vivre à Québec, c'est un roman. Cette ville est littéraire. On connaît ses noms célèbres : Roger Lemelin, Anne Hébert, Saint-Denis Garneau. Et ses grands romans *Les Plouffe, Au pied de la pente douce*. Mais qui n'a pas composé ici son

petit bout de roman, à même une fin de semaine à Québec, le temps d'un carnaval, ou d'un festival d'été ? J'avais dix ans, premier voyage à Québec, c'était l'exposition provinciale et ses manèges, quelle fête ! J'avais vingt ans, je circulais soir et matin rue Couillard, rue Sainte-Ursule, rue Sainte-Famille, rue Saint-Jean. Les cours se prolongeaient au Café de la paix ou à l'ancienne librairie Garneau. Et la fin d'année scolaire se célébrait sur les Plaines où l'on s'enivrait de lectures, de reconstruction du monde et... de bières. Cette ville a vu naître bien des romans...

Vivre à Québec, c'est vivre à proximité des sources de la foi ici en Amérique du Nord. Sur les traces de François de Laval, fondateur du séminaire et de Marie Guyart, sainte Marie de l'Incarnation, ouvrant la première école rue du Parloir, de Catherine de Saint-Augustin inaugurant l'Hôtel-Dieu. On se rappellera que le diocèse du premier évêque de Québec s'étendait du Saint-Laurent jusqu'au Mississippi et au golfe du Mexique. Québec est toujours l'Église-mère, l'Église primatiale de ce pays.

Quand des Laurentides vous débouchent sur le boulevard Laurentien, ou lorsque de Charlevoix vous parvenez au sommet de la Côte de la Miche, Québec apparaît alors comme une ville immense, splendide. De ma fenêtre, la vue donne sur une haie de conifères et par-dessus, j'aperçois le *skyline* de la ville haute illuminée. J'aime à prier sur cette ville. Québec est ma ville sainte, descendant du ciel, illuminée. Comme autrefois, les Juifs célébraient leur ville bien provinciale de Jérusalem. *Il me transporta en esprit sur une grande et haute montagne, et il me montra la cité sainte, Jérusalem. Avec ses pierres précieuses, ses portes, ses remparts, et son fleuve d'eau vive,*

*brillant comme du cristal* (Ap 21-22). Exagéré ? Non. Il faut chercher à dire notre foi avec nos mots et nos paysages.

Pour bien des raisons, on peut appliquer à Québec ce que le psaume dit de Jérusalem : *En elle tout homme est né. En elle sont toutes nos sources* (psaume 67,5). C'est vrai : tous les francophones d'Amérique sont nés à Québec. Nous avons tous en elle notre demeure. Il faut dire plus. Suivant le classement de l'Unesco, la ville de Québec appartient désormais au patrimoine mondial. Traditionnellement chauvine, elle s'ouvre à l'universel.

## Comme sous une bulle

J'aime beaucoup cette ville. Il n'empêche qu'à force d'y vivre, je sens de plus en plus comme un effet de serre. Je ne pense pas ici à la couche d'ozone et au réchauffement de la planète. Je pense à l'atmosphère protégée d'une serre de jardinier. C'est-à-dire un endroit vitré, chauffé artificiellement, où l'on met les plantes à l'abri, où l'on cultive les semences fragiles et les végétaux délicats. Québec donne l'impression d'une serre. Tout y est protégé. L'histoire, la nature, les paysages, les murs, la table, la langue. Cette ville est protégée contre la récession, contre le chômage, contre la pauvreté. Certes, Québec a aussi sa ville haute et sa ville basse, avec les misères du quartier Saint-Roch, mais elle n'est pas « cassée en deux » comme le reste du Québec. C'est une ville qui vit comme sous une bulle. Artificiellement ? Oui, en partie. Par l'effet de la présence gouvernementale.

Ailleurs, à Montréal, soufflent les grands vents culturels de l'immigration et du libre échange continental, avec aussi la croissance ahurissante de la pauvreté et la montée de la violence. Ailleurs en province, pour lutter contre l'exode des populations et le chômage endémique, les populations réclament de plus en plus de pouvoirs pour les régions, comme on l'a vu récemment lors des audiences de la Commission Bélanger-Campeau.

Pendant que Montréal s'internationalise, et que les autres régions se « régionalisent », Québec, elle, se « provincialise ». La distance grandit entre Québec et Montréal, entre Québec et les régions. On dirait qu'elle fait bande à part. Comme à l'abri, presque intouchable. Ailleurs, les racines et les sources de la vie française paraissent tellement plus exposées. À moins que sous l'effet de serre elle ne soit en train de préparer les semis du printemps... ■

# VILLE D'EAU, VILLE D'OMBRE, VILLE D'ART...

par Richard Dubois<sup>1</sup>

Chaque fois qu'on la critique, Québec rétorque : mais regardez comme je suis charmante... Et la bourgeoise bien conservée de pavaner ses charmes désuets de coquette-sur-le-tard ou ses vertus forcées de bigote asymptotique – et l'on fond, et l'on s'effondre effectivement sous le charme... Qu'on y « descende » en effet de Chicoutimi ou de Charlevoix, ou qu'on y monte par le fleuve, Québec est chaque fois, et au premier coup d'oeil, un écrin de lumières – coup de coeur et coupe-souffle des amerloques et autres interloqués d'Amérique.

Voilà en tout cas pour le cinéma, l'illusion, l'image câblée, la carte postale.

Poursuivons la séance de diapositives.

Michel Choquette, directeur du Bureau des arts et de la culture (BAC) : à Québec, l'offre (d'événements culturels) dépasse largement la demande. Je me rappelle avoir feuilleté pour confirmation le quotidien du 28 avril : cette fin de semaine-là, on pouvait voir ou entendre Beaumarchais et Mozart ; Nicolas Peyrac ; Pauline Julien et Hélène Loiselle dans *Voix parallèles*, I Musici de Montréal, André-Philippe Gagnon, le Trio Lyrika (à l'Anglicane) ; le Colisée recevait le groupe rock Scorpions et Bernard Cimon chantait Gainsbourg. Jean Rouaud, prix Goncourt 1990, et les bédéistes Peeters et Schuiten étaient au nouveau Salon du Livre. Venait de se terminer au Cinéma Clap une première mondiale de films et vidéos. Toujours en avril, on jouait Ionesco et Dürrenmatt (dans des mises en scène de Jacques Lessard et Robert Lepage) ; c'était aussi Les Grands Ballets canadiens, Montanaro Dance, le brésilien Nascimento, Broue, Courtemanche, Eva, France Jalbert, Margie Gillis et les Violons du Roy ; pour mai et juin, on an-

nonçait Geneviève Paris, le Ballet de Kiev, La veuve joyeuse, le danseur albanais Preljocaj, le violoniste Itzak Perlmann, Karen Young, Anne Sylvestre, les Contes d'Hoffmann par l'Opéra de Québec, et le Club musical de Québec propose pour sa prochaine saison Louis Lortie et The Academy of St-Martin-in-the-Fields... Que nous faut-il de plus à Québec ?

Mais les listes sont déplaisantes.

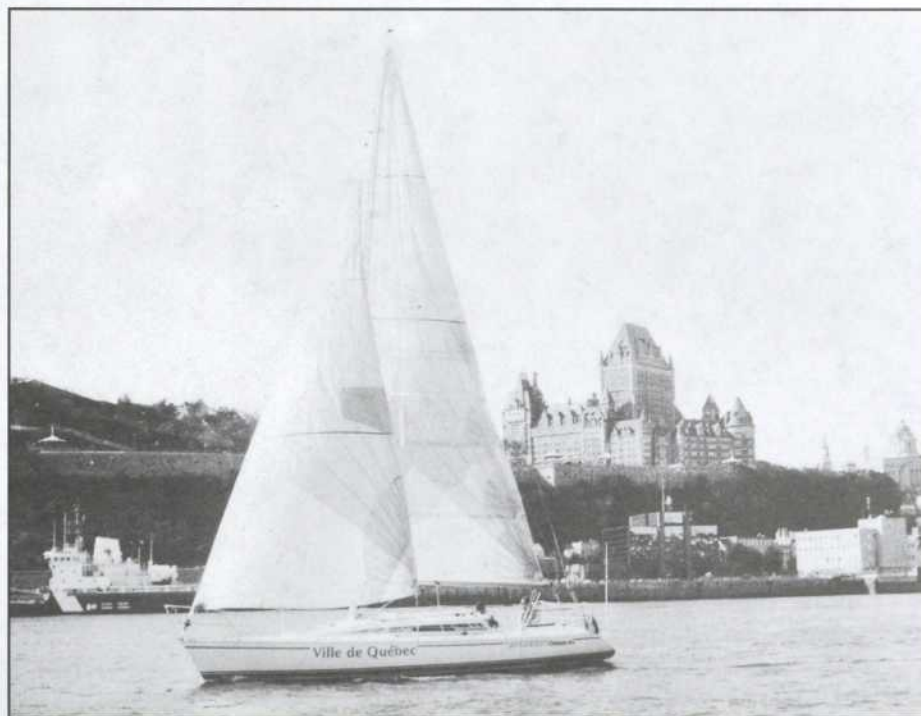
Mais les listes sont partout les mêmes et cachent souvent de pénibles réalités : Québec est une ville surendettée, dont le niveau de taxation bat tous les records ; la culture est chère, les artistes vivent sous le seuil de pauvreté, les gouvernements taxent tout ce qui bouge et coupent partout dans le maigre sauf en matière de sport. Résultat net : à Québec, où les gouvernements supérieurs parlent d'un nouveau Colisée pour les Nordiques, le BAC « jouit » d'une enve-

loppe de 800 000\$ sur un budget annuel de 28 millions de dollars, et le théâtre de La Bordée vient de se voir subventionner sa fin de saison et ses clous de cercueil – *exit* La Bordée, *exeunt* dix-sept musiciens de l'OSQ, le Trident doit couper dans les décors, et les troupes choisiront désormais leur répertoire en fonction du petit nombre de comédiens.

Difficile d'être *cool* dans un monde aussi bizarre...

## Québec change...

Plus d'immigrants (10 000) sont arrivés à Québec l'an dernier qu'au cours des dix dernières années ; 29 % des Québécois vivent sous le seuil de pau-



Ville de Québec

1. Chroniqueur régulier dans la section « Lectures » de *Relations*, l'auteur est professeur au Collège de Lévis.

## LE PROJET MÉDUSE

Le projet Méduse est, parallèlement au Banff Center, un concept unique au Canada. Ce projet (septembre 1991 ?) vise un regroupement des centres d'artistes de Québec qui bénéficieront de lieux et d'équipements communs d'exposition et de production, ainsi que d'une salle multi-disciplinaire. Cinq centres sont déjà bien connus : il s'agit de L'ATELIER DE RÉALISATIONS GRAPHIQUES (gravure et estampe, 1976), LA CHAMBRE BLANCHE (expositions, performances, centre de documentation), Le LIEU, CENTRE EN ART ACTUEL (volet parallèle et interactif de la revue *Inter*, pratiques expérimentales, 1982), OBSCURE (collectif de diffusion et d'expositions photographiques, animation, formation) et L'OEIL DE POISSON (1985) (centre d'art voué à la reconnaissance des jeunes artistes par un partage systématique avec des artistes plus connus – s'entend à cultiver le rire, le désir, l'irrespect...).

vreté ; 40 % des habitants du Vieux Québec sont des assistés sociaux ; et les vols à main armée ont augmenté de 40 %, dans la grande région de Québec, par rapport à l'an dernier à la même date.

Québec change, et les définitions de la culture bougent...

La culture, c'est d'abord les gens, leur façon de vivre, ce qu'ils font, les rituels, les rêves qu'on leur donne...

C'est aussi des gens qui s'expriment ou non dans cette culture, la définissent ou pas, y reconnaissent leurs yeux, leurs désirs, parfois le monde. Difficile de par-

ler de culture quand il n'y a pas d'argent, peu d'emplois, de rares productions culturelles locales, pas de politique culturelle, un faible taux d'attraction et de rétention des artistes, une absence de concertation des divers paliers de gouvernement. Autrement dit et sur cette base, nous pourrions presque affirmer : il n'y a pas de vie culturelle à Québec. Or, cela est évidemment faux, surtout depuis l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration municipale, issue du Rassemblement populaire. Mais la démocratie, c'est souvent le piège. Qu'arrive-t-il

quand la culture continue toujours d'apparaître comme le complément normal des désirs et un supplément financier prohibitif ?

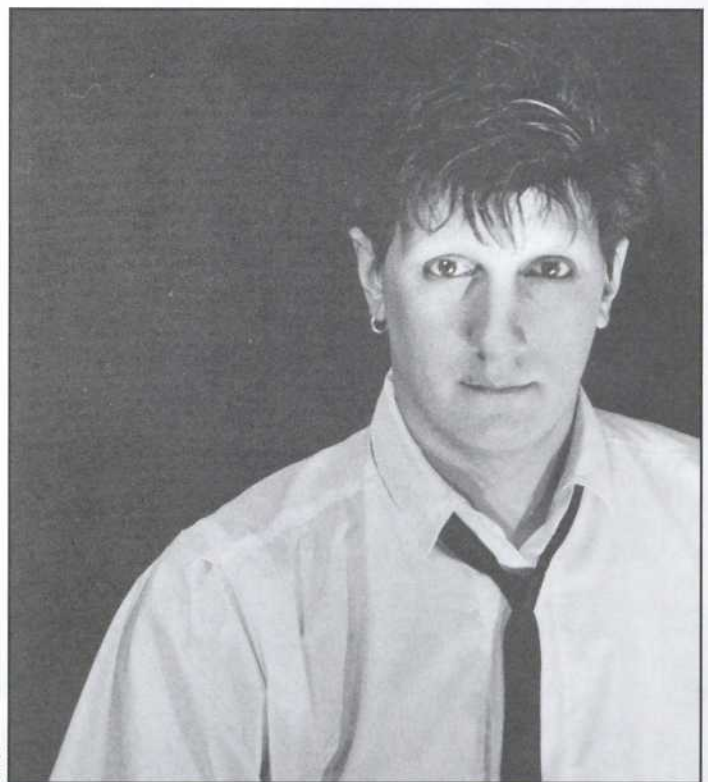
### *Esquisse de tentative de projet de comité d'étude sur...*

Nous avons depuis peu à Québec un maire de la culture. Son administration tente sérieusement de structurer, coordonner, consulter, changer les esprits, aider au regroupement des artistes<sup>2</sup>, les amener à la propriété et à l'autonomie financière, leur fournir des ressources pour améliorer leur capacité de gestion, etc. ; mais il est à craindre qu'avec la « consultite » actuelle, le RP prépare avec beaucoup d'entrain sa prochaine défaite électorale. Car les attentes sont énormes, l'enveloppe budgétaire rétrécit (en dollars constants), et *les interventions culturelles à Québec, ça va se faire pour un bon bout de temps au niveau*

2. Voir encadré Méduse.



Gilles Fréchette



Québec regorge de créateurs, dont plusieurs vont poursuivre leur carrière ailleurs, à l'étranger ou dans les grandes capitales. À gauche, deux superbes danseurs de la compagnie DANSE PARTOUT, dans *Mirages*, une chorégraphie de Luc Tremblay. À droite, Robert Lepage qui, après avoir fait connaître le Théâtre Repère à travers le monde, dirige maintenant le théâtre français du Centre national des arts à Ottawa.



Théâtre Repère

Jacques Lessard, directeur du Théâtre Repère, le confirme: « je travaille à Québec par choix ». On reconnaît ici, dans sa production du *Polygraphe*: Pierre Auger, Marc Béland et Marie Brassard.

*structurel plus que conjoncturel*<sup>3</sup>...

Mais quittons le ciel des fonctionnaires, et salissons-nous un peu au contact de ces pros de la culture que sont nos braves, nos admirables artistes...

### *La vie d'artiste, eh oui...*

À l'Oeil de Poisson, centre d'exposition et de formation en arts actuels, on veut stopper l'exode des jeunes créateurs. Le créneau est explicite: les jeunes, et l'art de recherche. Il y a ici une galerie d'art et un atelier de menuiserie où l'on va bientôt pouvoir travailler la pierre et les métaux. Claude Bélanger, fondateur de l'Oeil: *On a créé des connivences là où il y avait des frictions*. Il met beaucoup d'espoir dans le projet Méduse.

Né en 1985, l'Oeil de Poisson a eu sa première subvention en 1986 – 2900\$...

3. Sans compter que la « voix du peuple » à Québec, c'est certains jours la manif rétro-grano dénonçant les destructions de taudis et d'autres jours l'appel angoissé des propriétaires de grosses résidences qui, sous couvert de protection de l'environnement, pensent évaluation foncière et « vue imprenable sur le fleuve »...

Luc Lafontaine: *on compense par le bénévolat, et le dynamisme...*

Ce qui frappe, c'est l'étrange sérénité des créateurs: Marty Laforest, de *Nuit Blanche*: *On est bien à Québec, et on y fait nos trucs*. Et le « truc » marche bien: un superbe magazine littéraire vendu à 6000 exemplaires, distribué à peu près également à Québec et à Montréal.

Gilles Pellerin, écrivain-éditeur à L'Instant Même, seule maison d'édition du Québec se consacrant exclusivement à la nouvelle: *per capita, notre marché est aussi bon à Québec qu'à Montréal, et il est prouvé que les produits difficiles marchent mieux à Québec que partout ailleurs!* Pour Pellerin, l'imagination est toujours « payante »: le prouvent deux co-éditions avec la France et la Suisse et un nouveau marketing « individuel et épistolaire » qui a vu L'Instant Même propulser un de ses titres au rang de finaliste au Trillium Book Award, en plus de décrocher le prix Ottawa-Carleton.

Pellerin croit à la production d'art, et au principe: « produire, c'est faire produire... » Il m'indique en passant que l'édition à Québec, c'est aussi Le Beffroi (littérature générale et philosophie), le Griffon D'Argile (édition scolaire), Septentrion (histoire – librairie Vaugois) et quelques autres.

Luc Tremblay, directeur artistique de Danse Partout, seule compagnie de danse professionnelle à Québec (1976): *on attire des chorégraphes de Montréal, on a des danseurs du Mexique, d'Angle-*

*terre et du Canada...* Et de rêver que Québec imite la métropole, quand cette dernière offre 75 000\$ à la Brooklyn Academy of Music pour produire trois compagnies de Montréal...

« Sérénité » est sans doute un peu fort. Luc Tremblay ajoute aussi: *on est un peu masochistes de continuer...* et Guylaine Tremblay affirmait en substance la même semaine: le cynisme des gouvernements est total. Sachant qu'on vit une passion et qu'on va la vivre coûte que coûte, ils appliquent systématiquement la politique du « je te coupe, donc j'essuie (ma dette), donc tu planches (comme un cave), et je m'en fous (jusqu'aux prochaines élections) ».

Jacques Lessard, du théâtre Repère, tout comme Marty Laforest de *Nuit Blanche*, est très sceptique sur la question politique: depuis des années, le premier siège à tous les comités d'étude, de relance, de regroupement et de définition de la « culture » et la deuxième rêve encore d'un ministre branché culture (*mais la politique, c'est toujours à la remorque de ce qui se passe dans la vie...*). Et puis Lessard avertit: l'énergie créatrice, ça se tarit. Récemment encore, outre cinq mises en scène par année (environ 400 heures de travail pour 3000 dollars), sans compter les pièces où il jouait et le temps consacré à la direction de sa troupe, il s'offrirait douze heures de réunion par semaine – *la politique, j'ai déjà donné*, conclut-il dans un sourire en forme de clin d'oeil...



François Bergeron

LE LIEU, centre d'artistes qui publie la revue *Inter*, est systématiquement branché sur « ce qui bouge, partout dans le monde ». Rassemblant ici des personnalités de réputation internationale, le groupe INTER co-organisait, en juin, et pour la première fois au Canada, un festival de performances poétiques et sonores qui se tient habituellement à Paris.

## Montréal, grande banlieue de Québec...

Par rapport à Montréal (qui a longtemps été le problème numéro un ici...), les mentalités ont beaucoup changé. Il y a une sorte de division « naturelle » des tâches, et moins de gens s'en offusquent. Montréal est un grand centre qui doit développer des dynamiques de grande ville, agressives et accrocheuses. Son thème en quelque sorte obligé est l'homme urbain contemporain. Québec de son côté est une grosse ville de province qui peut s'offrir plusieurs créneaux : de Ginette Reno à Danse Partout (dont le répertoire peut demeurer très « dansant », comparé aux exécutions de La La La Human Steps), au Lieu, laboratoire de pratiques artistiques expérimentales, jusqu'à Genesis et Supertramp (qui disent y avoir trouvé leur public le plus enthousiaste), Québec demeure cette belle ville où l'on peut encore aborder les grands thèmes humanistes.

Jacques Lessard le confirme : *je travaille ici par choix. Il y a à Québec une qualité de vie exceptionnelle. Il y a du silence...* Québec, ville d'art. Les artistes trouvent ici un environnement, un milieu humain apte à favoriser l'éclosion du talent.

Mais il y a aussi tout le reste : un gouvernement ayant une vision métropolitaine des choses et qui déménage le siège de ses principaux ministères à Montréal (dans la ligne du rapport Go-

beil) ; une métropole qui a tout fait pour arracher à Québec son Musée de la civilisation (comme si le patrimoine n'était pas LE point fort d'une capitale) ; lors de l'événement « Montréal en régions » (1987), un jury de sélection composé de Montréalais qui n'a pas trouvé un seul artiste de Québec ; même chose lors des « Temps Chauds » (Musée d'art contemporain) : pas un artiste de la vieille capitale n'a été invité. Et quand on apprend que l'an dernier Montréal a décroché 95 % des bourses du programme Exploration, les 5 % qui restent étant accordés aux régions, on se dit : non, il n'y a pas que des paranoïaques, à Québec – ou alors : oui, la paranoïa a ici de solides fondements dans la réalité...

Mais quittons le champ des guerres institutionnelles et retrouvons le sourire, la gravité sereine de nos créateurs. Luc Tremblay (Danse Partout) : *nous voulons faire avancer l'art en travaillant sur ses valeurs profondes*. Nous avons la chance, contrairement à Montréal, de ne pas avoir à être accrocheurs...

## Québec capitale nationale ?

Un étrange paradoxe : 99 % de nos créateurs voteraient OUI lors d'un référendum sur la souveraineté politique du Québec – et 100 % d'entre eux semblent sceptiques sur les effets concrets que cela aura sur leur travail d'artiste – et

beaucoup fonctionnent comme si on l'avait déjà...

Jacques Gélinas, cadre-conseil au ministère des Relations internationales, et militant avoué de la cause indépendantiste : *L'indépendance politique, c'est un esprit, et en ce sens, c'est LA solution*. Comme fonctionnaire, il voit Québec-Capitale se donner enfin les structures d'accueil d'une véritable capitale : un plan-directeur pour l'hébergement d'un important corps diplomatique étranger, un système de transport adéquat (dont un aéroport digne de ce nom<sup>4</sup>), etc. Comme consommateur de culture, je consulte les dates de fondation de plusieurs groupes et centres d'artistes de Québec et je lis : 1975, 1976, 1979, 1982... Oui, l'indépendance nationale peut être un esprit, un désir, une bougie d'allumage des idées, des décisions, de nos avenir. Et hors de ce contexte, l'ennemi en la demeure, ce qui toujours menace dans presque tous les ministères, c'est une espèce de crétinisme ambiant fait de peur, de dollars coupés en quatre, d'attentisme, de gestion à la petite semaine et de confusionnisme qui caractérise si bien une certaine vision des choses, au bout de quoi, bien sûr, on espère la lassitude de la population, et les revirements de sondages...

Dans le journal de ce matin, je viens de lire : *Monsieur Bourassa n'a voulu ni confirmer ni infirmer...*

Voilà. Je m'en voudrais de terminer sans une avant-dernière séance de diapos amoureuses...

Québec est une planète ex-centrée, dont il nous appartient de faire un centre. Québec-ville est un esprit, une façon de prendre l'air sur la pointe d'un Cap dominant un fleuve qui ouvre sur l'Atlantique. On a déjà dit : une des trois plus belles villes au monde. Les choses s'y produisent après, lentement, ou alors pas du tout. Ville calme – d'eau, d'arbres, et de communautés religieuses, Québec n'a réussi que des *flops* quand elle s'est essayée à être trépidante, ou « moderne<sup>5</sup> ». Québec, ville des marges, du chien et loup, des terrasses de cinq heures, des apéros prolongés, des fleurs, et parfois de la Culture – et les petites pré-pubères en jupe à carreaux de la rue des Ursulines sont éternelles... ■

4. Les gens de Moncton qui veulent venir à Québec doivent toujours passer par Montréal...
5. Qu'on se rappelle le chef-d'oeuvre du genre que fut Québec 84, où la seule activité parfaitement réussie fut celle où un million de Québécois vinrent mordiller de l'herbe sur huit kilomètres de falaises, d'où l'on pouvait contempler les Grands Voiliers du Monde.

# TOURISME ET PASTORALE

par Marc Pelchat<sup>1</sup>

Quartier historique renommé, le Vieux Québec possède un riche potentiel touristique, consacré d'ailleurs par l'Unesco lorsqu'elle a reconnu la cité fortifiée comme joyau du Patrimoine mondial. Si le vieux centre-ville, sur le plan résidentiel et commercial, a périclité au profit de banlieues comme Charlesbourg et Sainte-Foy, il continue d'exercer une force d'attraction inégalée sur les congressistes, touristes et vacanciers, tant Québécois et Canadiens qu'étrangers.

À cause de cette intense activité reliée au tourisme, aux loisirs et à la culture, des intervenants en pastorale urbaine se sont interrogés sur la possibilité d'une action chrétienne qui tiendrait compte de cette activité. En se regroupant, en 1986, ils se sont donné comme objectif de réaliser des interventions en contexte touristique, tout en menant une recherche sur les conditions d'une telle intervention. Ainsi est née la *Corporation du tourisme religieux de Québec*.

## Un domaine nouveau

Les artisans de ce projet ont posé comme préalable que le contexte touristique est un domaine pastoral « nouveau », qui peut accueillir des interventions systématiques aussi bien que d'autres domaines couverts par l'action ecclésiale. Pour cela, il fallait d'abord bien connaître la réalité touristique de la région.

Selon les études en développement touristique, peu de villes nord-américaines rivalisent avec Québec sur le plan du patrimoine et de l'histoire. On estime à plus de trois millions le nombre de touristes visitant la région touristique de Québec en un an. Pour la moitié d'en-

tre eux (1,5 million), la ville de Québec, et le Vieux Québec en particulier, est la destination la plus fréquente, autant pour les visiteurs d'été (vacanciers, touristes) que pour les visiteurs d'hiver (skieurs, gens d'affaires, touristes). De ce nombre, un million de visiteurs fréquentent chaque année la basilique Sainte-Anne-

de-Beaupré. Attirant une clientèle qui lui est propre, ce sanctuaire est l'un des trois principaux attraits de la région de Québec, avec la ville fortifiée (Vieux Québec) et le Parc du Mont Sainte-Anne.

Dans l'ensemble, il faut donc parler de millions de personnes qui, chaque année, séjournent, pendant un temps plus



François Thibodeau

1. Professeur de théologie à l'Université Laval, Marc Pelchat est président de la Corporation du tourisme religieux à Québec.

Le tourisme peut-il être autre chose que la tournée pittoresque des monuments? Oui, croit la Corporation du tourisme religieux de Québec. Il peut être la rencontre de personnes, de communautés et même, au coeur de certains moments privilégiés, celle d'une Bonne Nouvelle.

ou moins long, sur un territoire dont les attraits naturels et historiques s'allient aux nombreux témoignages de la présence chrétienne en Amérique française. La zone du centre-ville comporte une abondance de sites et d'activités à caractère religieux. Dans le Vieux Québec seulement, on retrouve la basilique Notre-Dame-de-Québec, l'ensemble architectural du Séminaire de Québec, le musée du Séminaire, le monastère et le musée des Ursulines, le monastère et le musée des Augustines de l'Hôtel-Dieu, l'église Notre-Dame-des-Victoires, la cathédrale anglicane Holy Trinity, de nombreuses chapelles historiques et centres d'interprétation (Centre Marie-de-l'Incarnation, Centre Catherine-de-Saint-Augustin, Centre-Dieu des arts et de la culture « Fidéart »).

Plusieurs des institutions citées présentaient déjà certaines structures d'accueil, bien avant la naissance de la Corporation du tourisme religieux ; mais il manquait la concertation et la stratégie d'intervention qui allaient assurer une présence originale de l'Église dans les réalités du tourisme. Chacune des institutions n'avait que peu de contacts avec l'industrie touristique et subissait parfois un afflux de visiteurs pour lesquels les infrastructures étaient déficientes. On tenait assez peu compte du fait que des dizaines de milliers de personnes de passage et de toutes provenances, en dehors de la population locale, établissaient un contact « instantané » avec l'univers religieux, pendant quelques minutes ou quelques heures. Première question que se sont posée les intervenants : est-il possible de faire de ce contact plus ou moins éphémère une véritable rencontre avec une communauté de foi témoignant de la libération chrétienne ?

Il fallait d'abord se demander s'il était possible de développer des interventions pastorales appropriées au contexte touristique et à quelles conditions. Fallait-il s'en tenir à la mise en valeur des sites, à la mise en place de structures d'accueil, à l'interprétation thématique de l'histoire ? Ou devait-on offrir aux personnes une possibilité d'aller encore plus loin ? L'intervention pastorale devait normalement se distinguer de l'animation culturelle : quels étaient donc les paramètres d'une telle intervention et comment les appliquer au contexte touristique ?

Une autre série d'interrogations concernait l'insertion dans le réseau touristique. Il fallait rechercher comment établir un véritable partenariat avec les responsables du tourisme et des loisirs (ministère du Tourisme, offices du tourisme, associations touristiques, hôteliers et restaurateurs, grossistes et agents de

voyage) comme avec les travailleurs et travailleuses de cette industrie (serveurs, femmes de chambre, réceptionnistes, chauffeurs, artistes et artisans).

Un tel partenariat entre l'Église et le monde du tourisme devait aussi faire ap-



L'église historique Notre-Dame-des-Victoires, sur la Place Royale à Québec.

François Thibodeau

pel à l'« expertise » de la communauté chrétienne, pour rendre l'activité touristique plus humaine. Comment contrer les formes aliénantes de l'activité touristique que sont l'exploitation commerciale à outrance, les diverses facettes de la prostitution, la dégradation du milieu, la perte du contact humain, la folklorisation de la vie et des coutumes du groupe humain livré aux visiteurs ?

### *Un premier bilan*

Au cours de ses cinq années d'existence, la Corporation du tourisme religieux a acquis le statut d'un intervenant crédible, autant dans les milieux touristiques qu'ecclésiastiques. À partir de 1986-87, des réalisations à la fois nombreuses et diverses ont permis de créer et de consolider des liens avec les divers intervenants de l'industrie touristique québécoise : participation, sous le thème « Québec, berceau de notre foi », au Salon Vacances-Québec de Montréal, élaboration d'un circuit touristique religieux en collaboration avec les étudiants en tourisme du Collège Mérici, publication de brochures et de dossiers sur le tourisme religieux et sur la pastorale du tourisme, participation aux tables de concertation et aux diverses instances tou-

ristiques de la Communauté urbaine de Québec, préparation d'une manifestation son et lumière à la basilique de Québec, organisation de sessions pour divers publics et d'activités d'apprentissage pour les jeunes, collaboration avec des chercheurs universitaires, prise en charge d'une émission « Le jour du Seigneur » à l'occasion du Carnaval de Québec, prises de position dans certains débats urbains et touristiques, etc.

À travers ses nombreux chantiers et grâce à l'acharnement d'une poignée de « mordus », la Corporation du tourisme religieux de Québec a rendu possible la présence de chrétiens sur un terrain que l'on pourrait qualifier de séculier. Elle a fait la preuve qu'une pastorale du tourisme remplit une fonction authentiquement missionnaire et qu'un diocèse comme celui dont le siège est à Québec devrait intégrer davantage cette dimension de la pastorale dans sa mission globale. Mais une pastorale du tourisme est-elle un luxe, alors que la tâche d'annoncer l'Évangile à l'humanité du XXe siècle se révèle à la fois urgente et ardue ?

Le tourisme est un fait humain et culturel hautement caractéristique des nouveaux modes de vie. Il serait tragique de le laisser se développer complètement en dehors de la vision chrétienne et de la préoccupation pastorale. On pourrait situer la pastorale du tourisme dans l'ordre du témoignage qui s'effectue souvent de manière discontinue, au hasard des événements et de l'immédiateté des rencontres. Dans la pastorale actuelle, on accorde avec raison beaucoup d'attention aux pratiquants occasionnels, qui demandent les sacrements de l'initiation chrétienne ou la célébration du mariage religieux et des funérailles chrétiennes, par exemple. On saisit ces événements comme des occasions de développer l'accueil pastoral et de déployer une action évangélisatrice. Le touriste, le visiteur ou le voyageur sont des personnes de passage, au même titre que l'autre « voyageur » qui demande un service ponctuel à son église paroissiale et qui repartira par la suite. En quoi le touriste, quelle que soit sa provenance, se distingue-t-il du paroissien moderne ?

Au coeur du tourisme commercial, qui comporte sa part d'ambiguïtés, les témoins de la foi sont appelés à rendre visible le projet de communion humaine suscité par Dieu, au milieu de nous. L'Église ne peut choisir d'ignorer le voyageur, le vacancier, le migrant ou l'itinérant, sans manquer à la mission d'annoncer l'Évangile à toutes les nations. Le monde du tourisme se présente comme un nouveau continent, qu'il nous faut découvrir, respecter et rencontrer à l'intérieur même de nos sociétés. ■

# QUÉBEC SANS LUNETTES

par Vivian Labrie<sup>1</sup>



Ville de Québec

Comment vit-on la ville, quand on ne sait pas lire?  
On la parcourt et on la nomme bien différemment. Mais y trouve-t-on autant sa place?

**N**os parcours dans la ville se superposent. Ils ne se rencontrent pas nécessairement. En fait, on peut habiter les mêmes lieux sans jamais habiter la même ville. C'est la découverte ahurissante qu'on fait notamment lorsqu'on commence à pénétrer dans la ville qu'on ne peut pas lire parce qu'on ne sait pas lire.

Premièrement, on réalise que celle-ci est pleine d'écrits qui servent constamment au repérage de ceux et celles qui lisent couramment.

Deuxièmement, on se met à penser qu'un dixième de la population adulte n'est pas en mesure d'utiliser ces écrits pour fonctionner dans son propre milieu de vie et qu'un tiers les utilise difficilement. On se dit que c'est une proportion significative et qu'il serait inconcevable qu'un concept d'urbanisme passe à côté de cette réalité.

Troisièmement, on dépasse le stéréotype de la personne analphabète paniquée pour découvrir un monde d'adultes, aux personnalités et aux stratégies très variées. Et si certains se meuvent dans un univers très réduit, d'autres sont très à l'aise dans leur cité et capables d'affirmer que la ville n'a pas de secret pour eux.

## *Une ville que l'on marche*

Entendons-nous bien. Tous les moyens de transport habituels dans la ville sont utilisés. Dans le groupe où je travaille, deux des trois personnes qui possèdent une auto ne savaient pas lire du tout l'automne dernier. L'un d'eux a plus de soixante ans, et il est toujours en vie ! Il me convainc donc que le fait de ne pas savoir lire n'est pas un empêchement à conduire, même si c'est certainement embêtant, à tout le moins pour faire de nouveaux parcours et pour... stationner !

Ceci dit, la très grande majorité fonctionne à pied, pour cause de pauvreté sûrement autant que d'analphabétisme. Québec prend alors le visage d'une ville que l'on marche, souvent sur de grandes distances. Pâquerette, dans la cinquantaine, ira à pied de Vanier jusqu'au boulevard Dorchester, sans problème. *Je connais tous les raccourcis*, dira Georges.

Une question commence alors à s'imposer : la ville est-elle aménagée en tenant suffisamment compte de cette fonction piétonnière de base ? Pensée par des automobilistes, peut-elle répondre aux besoins des piétons et des usagers du transport en commun ?

Ce dernier mode de transport, quoique passablement utilisé, pose lui aussi des difficultés, auxquelles on remédiera parfois en se faisant accompagner la première fois. *Savoir les heures où l'autobus passe*, dira Georges. *Savoir où débarquer*, dira Linda, qui a pour sa part complètement éliminé ce moyen de transport pour cette raison, et qui se contente de se déplacer à pied ou en vélo,

1. Psycho-sociologue et permanente au CAPMO, Vivian Labrie est formatrice en alphabétisation.

ce qui limite les déplacements l'hiver.

Le Vieux Port, tu y vas ? *Oui, en masse. Je prends la Saint-Charles, pis je vas tout droit jusque-là. Ça, tu fais ça en vélo. Et l'hiver ? L'hiver ! J'y vas pas parce que faudrait que je prenne un autre chemin. Je me « fuckerais ».*

La remarque amène une autre constatation : vivre à pied soumet aux saisons.

## Une ville qui a sa propre toponymie

Michel, un nouveau, arrive au groupe d'alpha. Je lui demande son adresse. Il dit qu'il ne sait pas le nom de la rue, mais qu'il peut me dire comment s'y rendre. Bien qu'exceptionnelle, ce n'est pas une situation si rare qu'elle paraît.

Je demande à Linda, qui signait avec un X il y a un an, de m'expliquer comment elle fait pour se rendre au Mail Saint-Roch : *Je m'en vais à ma banque. Après, là je file tout droit jusqu'au restaurant Chez Jeannine. Je connais ça parce qu'y a une de mes amies de filles qui reste au coin. Rendue chez mon amie de femme, je tourne sur Chez Jeannine, pis je file tout droit jusqu'au Mail, là où y a la pharmacie, au concours d'amateur. J'ai chanté là hier.*

Son système de repérage se construit à partir de sa banque, de la maison de son amie qui est à côté d'un restaurant, et d'une pharmacie dont le sous-sol abrite un lieu de rendez-vous pour des concours d'amateurs. Un grand trajet se compose ainsi de l'addition des trajets connus.

Surtout, les noms propres – enfin les noms officiels – ne constituent pas des clés d'orientation convenues, comme on pourrait le croire. Dans la description qui précède aucun nom de rue n'a été mentionné. Si nous demandons à Linda si elle connaît la Bibliothèque Gabrielle-Roy, elle répond : *La Bibliothèque qui est à côté du Mail, tu veux dire ?*

De même dans la description d'un trajet à faire, la rue de la Pointe-aux-Lièvres pourra constituer un piètre indice. Georges dira plutôt à un camarade : *C'est la rue où que le pont est fermé.*

Autrement dit, les lieux de la ville sont mis en relation les uns avec les autres et ils sont décrits davantage par leurs caractéristiques que par leur nom. On comprend ici qu'une administration soucieuse de bien orienter les gens avec qui elle communique pourrait se montrer attentive à la toponymie populaire et

prendre la peine de fournir une signalisation qui a davantage de sens. On voit aussi que notre système d'adresses basé sur un numéro et le nom d'une rue est peu utile pour une partie de la population. On peut imaginer qu'un système d'adresses comme celui qui s'utilise à Managua, au Nicaragua, conviendrait mieux : dans tel quartier, à partir de tel point de repère, tant de blocs par-ci et tant de blocs par-là...

Enfin, toute personne pour qui l'écrit est impénétrable vous le dira : à vivre sans lettres, on apprend à remarquer. Encore faut-il que l'architecture présente une certaine variété. N'y aurait-il pas lieu d'en tenir compte, de manière à éviter au maximum le genre de situation que Georges décrit : *Le pire, c'est d'avoir à entrer dans un édifice à logements barré, où il faut trouver le nom de la personne à l'entrée pour peser sur la sonnette.*

## Une ville centrée sur le Mail Saint-Roch

Linda nous a conduit tout à l'heure au Mail Saint-Roch. Ce n'est pas un hasard. Les pas de Georges l'y conduisent aussi et ceux de bien d'autres, pour autant que j'ai pu m'en rendre compte. Le Mail, collé à un point de correspondance d'autobus, accessible à pied, au cœur de la Basse-Ville que plusieurs habitent, avec ses magasins bon marché, est un lieu de rendez-vous et d'approvisionnement, même s'il est en même temps craint, à tort ou à raison, comme un lieu de délinquance. Certains regrettent son visage d'antan comme rue découverte.

De ce point central, on circulera dans la Basse-Ville et ses quartiers, bien connus pour y habiter ou y avoir habité. On y regrettera la rareté d'activités culturelles, trop concentrées dans la Haute-Ville, qu'on fréquentera plus rarement, et surtout l'été, mû par l'attirance du Festival d'été. De même on circulera, parfois avec appréhension – surtout le soir, – le long de la rivière (Saint-Charles), appréciée pour ses espaces verts en pleine ville. Celle-ci fournira un couloir d'accès au Vieux Port, devenu lieu de promenade apprécié.

Ainsi la ville qu'on ne lit pas est-elle organique, non éclatée, et apprivoisée par touches, de nouveaux parcours en nouveaux parcours. On la déborde peu sur sa ceinture, inaccessible et mal connue, Sainte-Foy apparaissant par exemple comme un lieu de perte (au sens littéral ! Une personne nous a ra-

conté les quatre heures qu'il lui a fallu un jour pour s'y rendre !).

## Une ville de monde

D'après Georges, on peut décider, un jour d'ennui, de faire une promenade dans le périmètre décrit plus haut et être assuré de rencontrer quelqu'un. Et c'est une autre finalité de la ville sans lunettes : voir du monde ! La ville, ça se vit en compagnie, c'est là où on se tient.

Cette compagnie-là est gratuite, parfois recherchée, parfois fortuite. Contrairement à la ville affairée, le rendez-vous n'est pas toujours de mise. On sait où vivent les autres et où on peut les retrouver et un des plaisirs de la vie consiste tout simplement à flâner par beau temps dans cette ville où on revoit tout le temps du monde qu'on connaît.

C'est aussi une compagnie solidaire, qui ne se refuse pas à l'entraide. On s'accompagnera donc, les uns introduisant les autres à de nouveaux lieux et de nouveaux parcours. C'est pourquoi Linda ne conçoit pas qu'elle puisse se perdre, même si elle peut se trouver désorientée : *De toute façon, je connais du monde dans tous les coins. En ville, il y a des boîtes téléphoniques partout, et je traîne toujours des numéros de téléphone dans mes poches. Alors, si je suis mal prise, je peux toujours appeler quelqu'un et dire : « Je suis à telle place, devant telle place : comment est-ce que je fais pour me rendre à telle place ?*

S'ils avaient un souhait à formuler, lequel formuleraient Linda et Georges ? Linda n'hésite pas : *Qu'il y ait plus de points de repères qui nous expliquent où on est.*

Est-ce qu'un dessin du trajet qu'on a à faire serait utile ? Oui, à la condition qu'on soit capable de reconnaître les points de repère. Georges, avec qui nous avons enfilé une longue promenade, n'hésite pas plus : *Que le maire fasse une marche avec une personne qui ne sait pas lire. Qu'il se promène avec différentes catégories de citoyens dans sa ville.*

Alors, monsieur L'Allier, ferez-vous comme Harou-an-al-Rachid dans les *Mille et une nuits*, et irez-vous visiter la ville sans lunettes ? À l'heure où les grands parleurs se disputent son sort, elle est aussi humaine et conviviale qu'elle est illisible<sup>2</sup>. ■

2. Je remercie Noé Dufour pour son aide dans l'élaboration de l'article.

# L'ÉDUCATION DES JÉSUITES

par Jean Éthier-Blais<sup>1</sup>



W. B. Edwards

Une salle de lecture, à la bibliothèque du Collège Garnier (Québec), en 1957. Tous les anciens élèves des Jésuites s'y reconnaîtraient... puisque d'un continent à l'autre, d'un siècle à l'autre, les programmes et le mode de vie de l'éducation jésuite sont restés les mêmes.

**S**aint Ignace est, par prééminence, l'homme de son temps. Issu du même milieu idéologique que Cervantès (et don Quichotte), celui de l'aristocratie pauvre qui se repaissait de souvenirs et de rêves, il devint d'abord soldat de fortune. À sa mort, sa conception de l'univers et de la gouverne des affaires des hommes représente l'envers de la pensée idéaliste du Moyen Âge, dont il était issu. *Le Courtisan* de Baldassare Castiglione est passé par là, avec son sens de la mesure, son besoin de s'intégrer dans la société dirigeante, d'exalter les qualités proprement humaines de l'homme (1528). Raphaël est l'un des personnages du *Courtisan* qui, pour tant d'hommes de la génération de saint Ignace, représentera l'idéal de l'honnête homme.

Mais la Renaissance charriait, dans sa recherche de l'équilibre humain comme critère d'harmonie cosmique, le danger de recréer un homme sur le modèle de l'Antiquité, donc déchristianisé. Le rôle de saint Ignace, témoin à Paris du dévoiement de

l'enseignement scolastique, a été d'empêcher cette rétraction de se faire, en suscitant un nouveau modèle humain, où se retrouvent les préceptes de la Grèce et de Rome, mais alimentés par l'Évangile.

Sociologiquement, il s'est attaqué d'abord à la tête. L'Europe regorgeait de collèges célèbres, dont l'enseignement reflétait, sous le vernis du grec et du latin, les valeurs superficielles du passé. Ainsi, lorsque Ronsard et ses camarades de la Pléiade font une révolution littéraire, ils axent leur lutte sur des problèmes d'esthétique, sur des modes, sur une métrique, non sur une conception nouvelle à l'homme. Contemporain de saint Ignace, Ronsard est en retard sur lui, d'une génération. Grâce à saint Ignace, la culture de l'Antiquité est assimilée, elle passe au service du présent. Il s'agit, grâce à l'apport des connaissances, de transformer une élite, une aristocratie, une classe dirigeante, afin qu'elles puissent assumer la direction de l'avenir. Montaigne reflète encore l'homme de Plutarque ; les Jésuites refléteront l'homme de saint Ignace.

Cette vision prospective d'une formation totale a assuré le succès des Jésuites. Ils surent adapter les règles du passé à leur analyse de ce que serait l'avenir. Ils conservèrent du passé ce qu'il avait de vivant, c'est-à-dire la matière des programmes,

1. Critique littéraire bien connu, M. Éthier-Blais est aussi essayiste et romancier.

tout en l'insérant dans une nouvelle armature. Si étrange que cela puisse nous paraître, à notre époque de laxisme intellectuel, le *Ratio Studiorum*<sup>2</sup> est d'abord une méthode raisonnée d'insertion dans la vie de la cité. Saint Ignace et ses conseillers avaient compris que toute éducation est une réflexion mise au service de l'action.

L'éducation de l'enfant et de l'adolescent se trouvera donc en rapport direct avec le niveau de formation culturelle du professeur. D'où l'importance que saint Ignace attache à la préparation de ses cadres. L'homme total sera, par volonté d'exemple, le Jésuite lui-même. Il sera un savant modelé par la vie, qui, en retour, transforme les conditions d'exercice de la vie. Sa pensée ne sera donc jamais immobile, figée dans ses certitudes : elle ira vers celle des autres, la circonscrira, l'amènera à réfléchir sur elle-même, à se juger.

Le Jésuite, dans l'exercice de sa dialectique propre, fait penser au chien du berger qui guide le troupeau en épousant ses formes multiples. Du haut des airs, il donne l'impression de ne savoir où il va, mais l'ensemble et le mouvement de sa démarche indiquent que son instinct ne le trompe pas et qu'il guide le troupeau vers la bergerie. La formation intellectuelle du Jésuite sera, à toutes les étapes, assortie de cette règle, qui est celle de l'appropriation immédiate du réel. Ce n'est qu'ainsi qu'il peut devenir « tout à tous ».

Autrefois, alors qu'ils exerçaient dans notre société une puissance réelle, on pouvait suivre la carrière d'un Jésuite, qui faisait de lui un professeur, un prédicateur, un directeur de revue, un aumônier syndical, un éditorialiste théologique et un missionnaire en Chine. Il y avait, dans le déroulement d'une pareille carrière, une force d'adaptation proprement magique à l'oeil nu, mais qui tenait, en réalité, au niveau et à l'étendue de la formation générale. L'être humain, pour saint Ignace, est une multiplicité inépuisable de possibles.

## Les élèves des Jésuites

Par la suite, il ne s'agira de rien de moins que de faire passer cette instruction dans l'élève. Le processus de fabrication de celui que le Grand Siècle appellera l'honnête homme consistera à reproduire à des milliers d'exemplaires, on pourrait presque dire à la chaîne, le modèle imaginé par saint Ignace. L'éducation des Jésuites part du principe que la nature humaine est immuable. C'est pourquoi, au cours des siècles, la règle de vie dans leurs collèges changera si peu. Quiconque a fait ses études chez les Jésuites, avant que notre système d'éducation ne tombe en chute libre, se souviendra de la pérennité des programmes et du mode de vie.

En 1944, au Collège de Sudbury, lisant la biographie de Corneille de Robert Brasillach, je me suis rendu compte qu'à peu de chose près, Corneille et moi avons reçu la même éducation, la mienne tenant compte du progrès dans l'étude des sciences pures, celle de Corneille plus riche en histoire grecque et latine. L'archétype restait le même et nous nous levions tous deux avant six heures afin d'aller à la messe ; les heures des récréations, celles des cours, les retraites n'avaient pas varié d'un iota. Le dialogue pouvait aller bon train entre l'adolescent de Rouen au début du XVII<sup>e</sup> siècle et celui de Sudbury au milieu du XX<sup>e</sup>.

Pour arriver à ce résultat, il fallait que saint Ignace eût imprimé au mouvement formatif l'assurance d'être dans le vrai de la nature de l'homme. Héritier des traditions scolaires du Moyen Âge (le célèbre *perinde ac cadaver*<sup>3</sup> est une citation empruntée à saint François d'Assise), il modifie le rapport personnel de l'étudiant avec la raison d'être de l'enseignement.

Désormais, l'éducation permettra à l'individu de se développer à l'intérieur d'une communauté politique et en fonction d'elle. Saint Ignace a été le premier homme de la Renaissance à se rendre compte que le rapport des forces sociologiques, à l'intérieur du monde occidental, avait changé. À une société en voie d'organisation administrative, saint Ignace propose un modèle humain d'efficacité. À cet égard, le cardinal Granvelle et Colbert sont des héros ignatiens, l'un avant la lettre, l'autre après.

La césure, avant et après saint Ignace, est marquée. Villon, élevé à Paris avant que n'apparaissent les Jésuites, n'appartient à la communauté étudiante que dans la mesure où elle protège son statut et ses privilèges ; les élèves des Jésuites tendront, en revanche, à susciter l'unité, l'esprit de corps, la vision générale des choses qu'on a appelée l'humanisme chrétien, assez rigide pour permettre à tous d'en retirer les avantages intellectuels et psychologiques, assez souple pour laisser à quiconque souhaite s'épanouir en marge des règles la liberté du devenir personnel.

Saint Ignace a beaucoup insisté sur la notion d'autorité, qui est au cœur de la formation du Jésuite ; mais cette autorité est celle de l'échiquier. Le jeu d'échec est fait de mouvements dont aucun n'est durable, tous, au contraire, débouchant sur une nouvelle combinaison. C'est ce même jeu des combinaisons qui donne son sens à l'action humaine. L'humanisme jésuite est l'acceptation au niveau culturel de l'interaction des hommes, de leur responsabilité à l'endroit les uns des autres.

La société, dans ce contexte, devient un ensemble de libertés individuelles, mises au service de la liberté commune. La pensée éducative de saint Ignace s'inscrit à l'intérieur d'une redéfinition des pouvoirs, au cœur d'une humanité qui accepte d'évoluer. Quelles que soient les conditions historiques de cette évolution, certains lui imprimeront leur marque, que ce soit une élite intellectuelle, une aristocratie à l'anglo-saxonne ou la minorité léniniste.

L'image des deux étendards<sup>4</sup> est significative. Les oriflammes se déploient, la bataille a lieu, qui met aux prises les forces du Bien et du Mal. Le combat terminé, que reste-t-il, sinon les combattants les plus forts, ceux entre les mains desquels l'avenir est allé se loger ? Cette saisie spirituelle de l'histoire ne peut s'accomplir sans que la matière entre en jeu. Saint Ignace n'a rien d'un nominaliste. S'il veut l'homme complet, c'est qu'il le veut aussi avec son corps, ses rêves de puissance, l'affirmation de son autorité.

\*\*\*\*\*

Nous vivons une époque d'une telle hypocrisie que les hommes qui nous gouvernent affectent de mépriser le pouvoir qu'ils exercent et prétendent nous faire croire qu'ils ne manient le fouet que par devoir. Rien de tel chez saint Ignace, qui canalise les forces matérielles de l'homme afin de rendre l'exercice du pouvoir plus efficace, moins retors, plus humain. Tout repose sur l'appréciation des forces en présence. L'épanouissement de l'homme dans l'histoire est à ce prix. Plus on réfléchit à ce destin et à l'évolution de la pensée ignatienne, plus on se pose la question : pourquoi une telle leçon n'a-t-elle pas été suivie ? L'humanité est-elle condamnée à l'échec ? À cette question, saint Ignace et les Jésuites, résolument optimistes en Dieu, ne donnent pas de réponse. ■

2. Publié pour la première fois en 1599, le *Ratio atque Institutio Studiorum Societatis Jesu* est le code pédagogique de la Compagnie de Jésus.
3. Obéissant comme un cadavre !
4. Dans une des méditations de ses *Exercices spirituels*, Ignace présente l'image de deux armées, avec chacune sa bannière.

## ENTRE LE PASSÉ ET L'AVENIR

par André LeBlanc<sup>1</sup>

On fêtera, l'an prochain, le cinquième centenaire d'un événement qu'un théologien de l'époque, B. de Las Casas, n'avait pas hésité à considérer comme « le plus important après l'Incarnation de Notre-Seigneur Jésus-Christ » : l'arrivée en 1492 des premiers Européens dans un *nouveau monde* qu'ils avaient le sentiment d'avoir découvert. Pour souligner ce moment historique, l'Église catholique, sensible à tant de voix discordantes pour qui 1492 ne mérite pas de fête (voir le Manifeste des peuples indiens), a opté pour une profonde réflexion théologique et pastorale sur notre monde qui apparaît, à force de mutations, comme un *monde nouveau*. Un des moments forts de cette réflexion sera la conférence des évêques latino-américains, qui aura lieu à Santo Domingo, Église primatiale de toute l'Amérique latine, à l'automne de 1992.

Déjà un événement en soi, cette conférence, qui ne sera que la quatrième du genre<sup>2</sup>, a tout ce qu'il faut pour retenir notre attention, puisque le thème, qui portera sur Évangile et culture, est de nature à interpeller les chrétiens et chrétiennes d'ici et d'ailleurs.

### *Du prophétisme à la discipline*

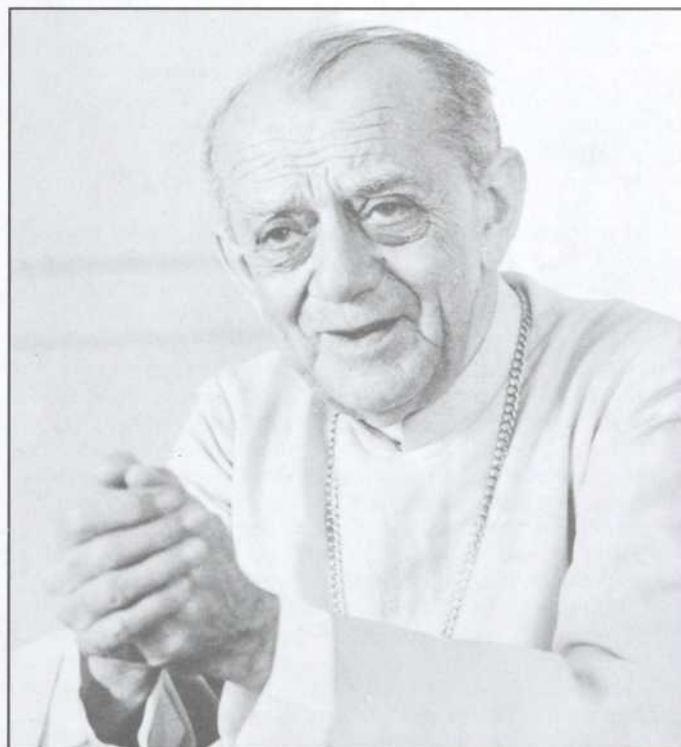
Mais commençons par regarder ce qu'est devenu le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), puisque c'est lui qui pilote cette conférence. Plusieurs des grands pasteurs qui ont marqué la vie de l'Église de ces contrées, dans les années 60 et 70, sont maintenant retraités ou même décédés ; et il n'est pas rare qu'ils aient été remplacés par des hommes aux idées tout à fait opposées, comme dans le cas de Don Sergio Mendes Arceo au Mexique, de Mgr Vallejos au Pérou. Quant à Dom Helder Camara, au Brésil, fidèle porte-parole de l'Église des pauvres, celui-là même qui, dès 1955, a eu l'idée d'institutionnaliser le premier regroupement d'évêques à échelle continentale, il faut savoir qu'il a comme successeur, à Olinda Recife, un religieux

canoniste qui a en quelque sorte liquidé son oeuvre, ne reculant même pas devant un recours à la police militaire pour mettre au pas tel curé ou telle communauté paroissiale jugée récalcitrante<sup>3</sup>.

D'autres grands évêques qui, eux, sont encore au poste, ont vu parfois leur influence réduite ; on les a isolés en éloignant d'eux des collaborateurs dans l'option pour les pauvres ou la défense des droits de la personne ou en leur imposant des auxiliaires de tendance opposée. C'est le cas du cardinal Arns, de Sao Paulo, dont on peut dire que son Église a été partiellement démantelée.

Une évolution semblable est vérifiable dans le CELAM lui-même, transformé en instrument de contrôle. Un théologien bien au courant de la situation n'hésite pas à parler de « machine de guerre du Saint-Siège » pour « promouvoir le retour à la grande discipline<sup>4</sup> ».

Cette appréciation est peut-être sévère, mais une chose est certaine : en favorisant un certain type de nomination d'évêques, le CELAM a contribué à faire basculer des confé-



NC Photo

Dom Helder Camara, ancien évêque de Recife au Brésil, fut à l'origine des rencontres du CELAM. Il demeure, dans la relative discrétion de sa retraite, l'une des principales figures prophétiques tant de l'Église latino-américaine que de l'Église universelle.

1. André LeBlanc est prêtre des Missions-Etrangères.
2. La première eut lieu à Rio de Janeiro (1955) ; la deuxième à Medellin, Colombie (1968), et la troisième à Puebla, Mexique (1979).
3. L'incident a alimenté les potins sur la religion de la revue *Time*, 31 décembre 1990.
4. J. Comblin ; cf. *DIAL* 1508 (juillet 1990), p. 1 ; le souligné reprend le titre d'un livre remarqué de J.B. Libanio, *A volta a grande disciplina*, Éd. Loyola, Sao Paulo, 1982. Rappelons aussi comment on a attaqué et démantelé le « Projet Parole et Vie » de la Confédération latino-américaine des religieux et religieuses (CLAR). Voir Claude Lacaille, « L'Église en manque de démocratie », in *Relations*, nov. 1989, p. 260-261.

# MANIFESTE DES PEUPLES INDIENS CONTRE LES CÉLÉBRATIONS DU 5<sup>e</sup> CENTENAIRE

Nous rejetons ces festivités triomphalistes pour les raisons suivantes :

1. Il n'y a pas eu de véritable découverte ni d'évangélisation authentique, comme on a voulu le faire croire, mais bien une invasion. Les conséquences sont :
  - un génocide : la guerre d'occupation, la contagion de maladies européennes, la mort par sur-exploitation et la séparation des parents et des enfants ont provoqué l'extinction de plus de 75 millions de nos frères ;

- une usurpation par violence de nos territoires ;
  - une désintégration de nos organisations socio-politiques et culturelles ;
  - une sujétion idéologique et religieuse, au détriment de la logique interne de nos croyances religieuses.
2. Cette invasion, depuis le début jusqu'à nos jours, a été une violation permanente de nos droits fondamentaux (...)

Source : DIAL 1143 (6 novembre 1986), p. 1.

rences épiscopales nationales dans une majorité conservatrice, comme c'est arrivé au Chili notamment. De plus, en neutralisant le sentiment d'appartenance continentale de leurs pasteurs, il a amené les Églises locales à se replier dans des querelles internes, où la peur du communisme et de son infiltration dans les communautés ecclésiales de base et dans la théologie de la libération a un impact considérable.

projet sérieux d'évangélisation ne saurait éviter, y compris le défi que pose la culture en général. Mais la question est de savoir dans quelles perspectives une telle problématique est envisagée et quelle théologie de l'Église vient encadrer la réflexion et signaler les pistes d'action.

## Des thèses qui font problème

### Un document bien structuré

Or, c'est le secrétariat permanent du CELAM qui publiait, au début de 1990, un document de consultation destiné à tous les évêques de ces pays et à leurs Églises<sup>5</sup>. Dans la présentation, on précise que le texte actuel, qui n'est pas encore le document de travail proprement dit, est l'aboutissement d'une consultation auprès des secrétaires des conférences nationales, puis de deux rondes de quatre réunions chacune impliquant la participation d'une centaine d'évêques. Il ne s'agit donc pas d'un document qu'aurait élaboré une équipe d'intellectuels du CELAM, coupés de la réalité, mais bien d'un texte d'orientation qui a reçu l'assentiment d'une certaine base épiscopale.

Présentant le thème central de la rencontre de Santo Domingo, *Une nouvelle évangélisation dans une nouvelle culture*, ce texte substantiel s'articule autour de quatre parties. On y présente d'abord une vision historique d'un demi-millénaire d'évangélisation (nos 1-142). Une deuxième partie s'arrête à la réalité latino-américaine (143-494), pour y parler de la crise des divers systèmes économiques, des principales tendances socio-politiques et, surtout, du problème des cultures en transformation : pluralité culturelle, culture étrangère, culture urbaine, culture sécularisée, rencontre avec la modernité, sectes et mouvements religieux.

La troisième partie (495-827) se veut une vision pastorale de cette réalité : il y est question notamment des agents, des moyens, des destinataires et des contenus de l'évangélisation. On complète le document par un éclairage théologique (828-974), où l'on insiste sur la nécessité d'une Église *intégrée*, qui soit porteuse d'un message lui-même *intégré* ; on y voit une condition pour éviter que la sécularisation ne se change en sécularisme qui, lui, est une force de désintégration de la religiosité populaire et du substrat catholique qui caractérisent les masses croyantes.

Comme on peut le voir, ce document de consultation ne manque pas d'ampleur. Bien servi par une pensée structurée, il a le mérite d'aborder des problèmes fondamentaux qu'aucun

Un simple coup d'oeil sur la table des matières est déjà très révélateur de certaines tendances. Ainsi, quand il y est question des agents de l'évangélisation (115-120), on trouve la liste classique. Point de départ : le Saint Père, premier évangélisateur de l'Amérique latine. L'évangélisation passe ensuite par les évêques, les prêtres, les diacres, les religieux, les instituts séculiers. Au bout de la liste, les laïques, mais sans la moindre mention des communautés ecclésiales de base dont, pourtant, le potentiel évangélisateur a été reconnu dans d'autres documents officiels.

La section traitant des destinataires (132-138) mentionne d'abord les mouvements apostoliques, puis la pastorale des jeunes et celle des élites, pour arriver, après seulement, à la pastorale des ouvriers et des paysans, et, pas mal plus loin, à la pastorale indigène. Il est vrai que, sur ce dernier point, le département des missions du CELAM a déjà publié un document de grande qualité sur « l'évangélisation des Indiens à la veille du demi-millénaire de la découverte de l'Amérique » ; mais c'était en 1985, et l'un de ses inspirateurs, Mgr Leonidas Proano, lui-même Indien, est décédé depuis.

En analysant le document de consultation à partir de la théologie de la libération, le Brésilien Clodovis Boff a critiqué ainsi les tendances ecclésiologiques qui s'en dégagent<sup>6</sup> :

5. *Elementos para una reflexion pastoral en preparacion de la IV conferencia general del episcopado latinoamericano*, CELAM, Bogota, 1990, 206 pages.
6. Cf. *Revista Eclesiastica Brasileira* 50 (juin 1990), p. 275-286.
7. Voici quelques propos du président du CELAM aux journalistes espagnols : « Nous sommes fiers de l'oeuvre d'évangélisation entreprise par l'Espagne en Amérique latine (...) Elle nous a transmis sa foi catholique, sa langue et sa culture. Et même son sang à travers le métissage, ce qui n'a pas été le cas dans d'autres colonisations. Nous, les Ibéro-Américains d'aujourd'hui, nous sommes heureux d'affirmer qu'en nous l'Espagnol et l'Indien coexistent en une seule personne (...) Je désire qu'augmente le nombre de prêtres, de religieux et laïques espagnols en A.L. Je désire également que la culture espagnole (saint Jean de la Croix, sainte Thérèse...

1. Puisque le grand défi pastoral réside dans la culture étrangère ou moderne, c'est-à-dire technico-industrielle, l'interlocuteur privilégié devient l'homme moderne et sécularisé. C'est dire que l'axe pastoral central passe de la problématique pauvreté-libération à celle de la culture, ce qui déjà représente une rupture par rapport à Medellin et à Puebla.
2. Puisque l'évangélisation de la culture moderne est envisagée comme une conquête spirituelle, comme au début de la colonie, n'est-on pas en droit de se demander si l'Église servante et pauvre (Vatican II) ne devra pas céder la place à une autre, conquérante et peu portée au dialogue avec le monde ?
3. Dans cet esprit de conquête, on exige de tous obéissance et orthodoxie, en faisant corps autour de l'évêque. Ne risque-t-on pas de mettre en veilleuse la doctrine conciliaire sur l'Église, vécue tout entière comme peuple de Dieu et peuple sacerdotal ? Dans le contexte actuel de centralisation et de restauration, n'est-on pas en train de confondre catholicité et romanité ?
4. Pour porter efficacement l'Évangile dans la culture moderne, l'Église compte sur les classes moyennes urbaines, en passant par des mouvements tels que l'Opus Dei, Communion et Libération, le Cursillo, le renouveau charismatique... C'est là l'un des virages que propose le CELAM. Dans ce document, les pauvres sont absents et l'option pour les pauvres est devenue simple critère spirituel pour la vie des pasteurs et non plus principe prophétique pour l'action évangélisatrice.
5. Boff conclut qu'en évitant ainsi d'affronter le défi de l'injustice sociale et en se limitant à une réponse religieuse, le document de consultation montre le souci que l'on a de garder la foi contre les assauts sécularistes de la culture moderne, mais pas celui de développer une foi libératrice. De plus, on semble oublier que la modernité bourgeoise n'est pas seulement séculariste : elle est aussi injuste et elle tend à exclure.

## Tentatives et résistance

Ce document apparaît donc comme une réédition des manœuvres des textes préparatoires à la rencontre de Puebla, qui ne visaient rien de moins qu'une rupture avec la tradition de Medellin. Pourtant, on le sait, leur rejet par des conférences nationales, la personnalité de celui qui présidait alors le CELAM, le cardinal A. Lorscheider, et la présence active des théologiens de la libération qui, officiellement écartés, s'étaient quand même rendus à Puebla à la demande d'évêques amis, avaient réussi à éviter le pire : le souffle prophétique en moins, les conclusions de cette rencontre avaient confirmé les choix que, trois ans après Vatican II, l'Église latino-américaine avait

rière d'Avila et tant d'autres imprégnés de foi et d'Évangile) soit transmise à l'A.L. comme expression de l'interprétation moderne de la personne et de l'histoire humaines. » (Cité par Morin, E.-R. et autres, *Evangelización de la cultura o Inculturación del Evangelio ?*, Atelier sur l'Évangélisation, DEI, San José, 1989 (miméographié), p. 1.)

8. Cf. *National Catholic Reporter* du 9 novembre 1990 ; aussi *Amigo del Hogar* (Santo Domingo), janvier 1991, p. 8.
9. Par exemple, Gutierrez, G., *Dios o el oro en las Indias. Siglo XVI*, CEP, Lima 1989 ; Girardi, G., *La Conquista, con qué derecho ?*, DEI, San José, Costa Rica, 1988.
10. Par exemple, Boff, L., *Nova Evangelização. Perspectiva dos Oprimidos*, Vozes, Petropolis, 1990.

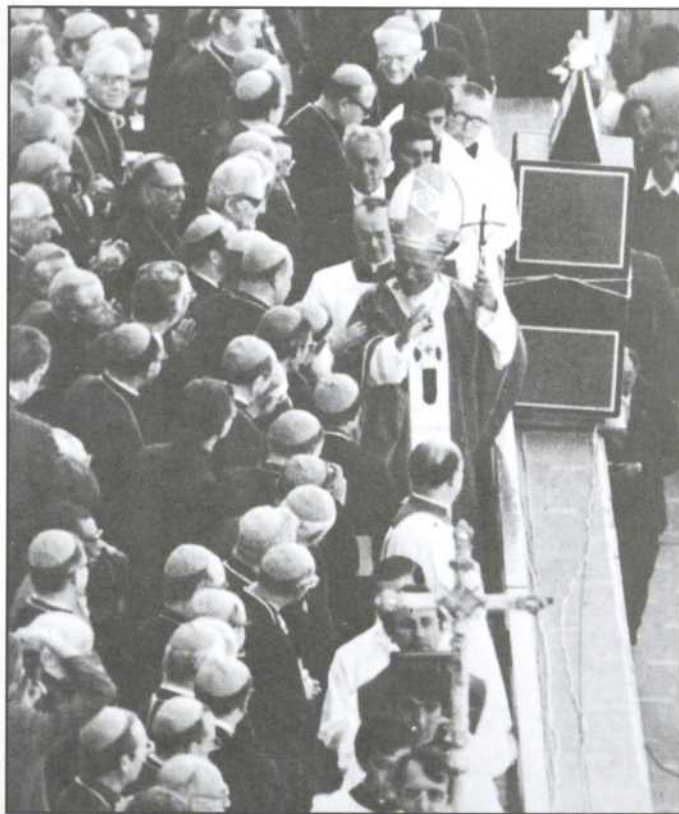
faits à Medellin. Le miracle se répétera-t-il l'an prochain ? On peut en douter.

En effet, outre l'apparition, signalée plus haut, d'évêques de droite, la présence du Colombien qui préside actuellement le CELAM, Mgr Dario Castrillon Hoyos, n'a rien pour calmer les inquiétudes. Sa faible identification aux souffrances et à la cause de ses compatriotes est bien connue<sup>7</sup>. De plus, selon une information largement diffusée<sup>8</sup>, une entente de haut niveau aurait mis dans les mains des autorités dominicaines une liste de théologiens (de la libération) considérés comme *personae non gratae* : pas de visa pour eux !

Cette exclusion bien prévisible ne condamne toutefois pas ces gens à l'inaction. En effet, une abondante production aborde aussi bien l'événement de 1492 et l'époque coloniale<sup>9</sup> que Santo Domingo 1992<sup>10</sup>.

En général, ces théologiens ne rejettent pas le thème retenu par le CELAM, même s'ils y flairent une tentation, une stratégie pour ne pas regarder en face une réalité douloureuse. Ce qu'ils contestent, c'est la perspective dans laquelle on a lancé le débat. Pour eux, c'est à partir des opprimés que doit se faire la nouvelle évangélisation qui, d'ailleurs, est en marche depuis au moins les deux dernières décennies, alors que s'est affirmée une Église qui a regardé avec maturité cette Amérique aux veines ouvertes.

En d'autres termes, ce qu'ils souhaitent, c'est que le thème Évangile et culture soit abordé à partir de la tradition Medellin-Puebla, bien connue pour son option préférentielle pour les pauvres, plutôt que de chercher à diluer cette tradition dans le débat sur la culture. Comment en effet ne pas croire avec eux qu'aujourd'hui, comme il y a 500 ans, il y va de la crédibilité de la Bonne Nouvelle auprès des majorités qui ont faim, qui meurent avant le temps et qui n'ont surtout pas le cœur à fêter ? ■



Le 28 janvier 1979, Jean-Paul II inaugure la troisième conférence des évêques latino-américains (CELAM) à Puebla, au Mexique.

Canapressa

# en bref

À l'heure où le financement de l'éducation populaire est sérieusement menacé, le rôle des organismes communautaires de base est plus essentiel que jamais pour la construction d'une véritable démocratie. Car **L'éducation populaire, ça change le monde !**, comme l'indiquent les Actes du colloque national sur l'éducation populaire au Québec que l'Institut canadien d'éducation des adultes vient de publier. Ce document grand format de 36 pages, vivant et largement illustré, offre un portrait stimulant du vaste réseau de l'éducation populaire, tout en faisant état des pratiques mises en oeuvre au fil des ans et en abordant les perspectives de développement du mouvement. Un outil important qu'on peut se procurer à l'ICÉA, 506, Sainte-Catherine est, bureau 800, Montréal H2L 2C7, tél. : (514) 842-2766.

Les organismes québécois de coopération internationale font le point : l'AQOCI, qui regroupe 48 d'entre eux, vient de publier un numéro spécial de sa revue *Inter-Mondes*, entièrement consacré aux nouvelles perspectives et pratiques qui puisent leur espoir, paradoxalement, du côté du Sud : **La coopération Nord-Sud change d'ère**. Signalons aussi que l'AQOCI a amorcé depuis plusieurs mois, avec ses membres, une réflexion approfondie sur les liens étroits qui doivent exister entre développement et droits humains, de même qu'entre développement et environnement. AQOCI, 801 Sherbrooke est, suite 400, Montréal H2L 1K7, tél. : (514) 597-2288.

Le collectif « Le cinquième monde » qui regroupe, depuis 1982, des québécoises travaillant à développer la solidarité internationale des femmes, attire l'attention, dans son dernier numéro d'*UniversElles*, sur la cinquième Rencontre des femmes latino-américaines et des Caraïbes qui a eu lieu en Argentine, en novembre dernier. Pourquoi s'appeler « **cinquième monde** » ? Pour souligner l'oppression et l'exploitation spécifique des femmes partout dans le monde, avec le « tiers monde » qui désigne la majorité des peuples de la terre, dominés et exploités, et le « quart monde » qui représente les plus opprimés de nos propres sociétés. Le cinquième monde, 454 rue Caron, Québec G1K 8K8, tél. : (418) 647-5855.

On ne parle guère de l'Afrique, sinon à l'occasion de ses famines, de ses guerres et de ses coups d'état. À croire que la vie s'y résume aux catastrophes. Pourtant **l'Afrique**, c'est plus de cinquante pays et plus de 500 millions d'habitants ! Même ici, comme immigrants ou réfugiés (de 1980 à 1989, le Québec a admis près de 20 000 immi-

grants africains), nos concitoyens africains restent trop souvent méconnus. Pour créer des ponts, le Regroupement **AFRIQUÉBEC** a publié au printemps un journal tabloïd tiré à 50 000 exemplaires (454, rue Caron, Québec G1K 8K8, tél. : (418) 647-5856). Et pour avoir, deux fois par mois, une bonne idée de ce qui se passe en Afrique, au niveau du continent comme dans les divers pays, on pourra consulter l'excellente revue de presse bilingue (chaque article étant reproduit dans sa langue d'origine), publiée à Bruxelles sous le titre *Africa News BULLETIN d'information africaine* (192, rue de la Victoire, B.te 5, B 1060 Bruxelles, Belgique).

Comme l'Irak envahissait le Koweït, en août 1990, **l'Indonésie envahissait le Timor Oriental**, il y a déjà plus de quinze ans, en 1975. Dans ce dernier cas pourtant, la communauté internationale n'a répondu que par l'indifférence, sinon par la tolérance, malgré la répression et les graves violations des droits humains. Pax Christi internationale n'a cessé, depuis des années, d'alerter l'opinion publique pour que soit respecté le droit à l'autodétermination du peuple du Timor ; elle vient de prendre une fois de plus position, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'appel de Mgr Belo au Secrétaire général des Nations Unies, pour un référendum au Timor Oriental (*Courrier de Pax Christi internationale*).

Les réalités familiales ont beaucoup changé au Québec depuis vingt ans : familles séparées ou divorcées, éclatées, monoparentales, reconstituées ou recomposées. Le dernier bulletin de **la Fédération des associations de familles monoparentales du Québec**, qui existe depuis 1973, présente justement ces familles recomposées (*Familles monoparentales* : 890, boul. René-Lévesque est, bureau 2320, Montréal H2L 2L4, tél. : (514) 288-5224).

**À signaler** : -un bon dossier du *Magazine de Vie ouvrière* sur la réalité d'une région du Québec : « La Gaspésie dans tous ses états » (mai-juin 91) ; -deux articles émouvants et vrais sur les femmes atteintes du SIDA : « Mourir avant sa mort » (*Nouvelles CSN*, 10 mai 91) ; -le 100e numéro de *Center Focus*, le bulletin bi-mensuel publié par le Center of Concern, l'homologue américain du Centre justice et foi ; -la revue de presse mensuelle *Pauvreté et droits humains*, publiée par l'Association des amis d'ATD Quart Monde et qui relève, dans les journaux d'ici, de quoi nous faire voir notre société avec les yeux des plus démunis.

# Lectures

Jacques Dufresne : *Le courage et la lucidité* □ Georges Steiner : *Réelles présences* □ Louise Guyon : *Quand les femmes parlent de leur santé* □ Coll. : *L'année politique 1989-1990 au Québec*

## Le courage et la lucidité

**m**ême si son titre est emprunté à un texte de Pierre Trudeau sur le fédéralisme, voici un livre lucide et courageux portant sur la pratique de la liberté qu'est la formulation d'une constitution pour le Québec souverain. Dufresne est un sage, doué d'une vaste information. Elle est à son meilleur dans ce livre, où il nous résume notre histoire pour nous faire mieux réaliser que le peuple québécois « a toujours fait avorter les grands événements, faisant preuve, dans les petits, d'une étonnante maîtrise de son destin ».

Pour ajouter de la lucidité au courage qui trop souvent nous a manqué, il nous présente de façon remarquablement informée et claire les constitutions qui ont réussi : la grandeur de l'État de droit et de la démocratie dans celle d'Athènes, la fierté de la souveraineté dans le projet d'Europe de 1993, la persistance du nationalisme que nous révèlent les fragments éclatés de l'URSS, la révolution tranquille de la Norvège, le sens civique de la Ve République française, le souci profond de la liberté du citoyen devant

l'État aux États-Unis, le sens de la dimension humaine de la Suisse.

En conclusion, il nous recommandera de placer un peu de chacune de ces valeurs dans notre constitution du Québec libre : le sens civique des Grecs classiques, le sens de l'enracinement de l'Europe, l'art de la métamorphose de l'URSS, la solidarité norvégienne, le souci de la démocratie directe de la Suisse, le sens de l'État de la France et l'art de se défendre des abus du pouvoir des Américains.

Le livre de Dufresne est d'abord important pour l'information qu'il rassemble ; peu de non-spécialistes ont lu la constitution suisse ou norvégienne. Il est aussi important pour son choix d'intuitions majeures : l'influent particulièrement l'entourage de de Gaulle en Angleterre à la fin de la guerre (surtout Simone Weil), Jane Jacobs et sa réflexion sur le séparatisme québécois, Alexis de Tocqueville et quelques autres.

Et on remarquera avec intérêt que ce livre, qui pourrait planer très haut sur les sommets de la pensée politique, est remarquablement proche des réalités d'ici : division entre l'École de Québec et l'École de Montréal sur l'avenir du Québec

dans les années 50, passage progressif du Canada vers l'État unitaire sous Pierre Trudeau, rôle du Livre beige de Claude Ryan dans l'évolution vers le Québec distinct, parallèles entre le rôle du prolétariat en URSS et celui de la classe moyenne en régime Trudeau, les deux étant l'ennemi du nationalisme, judiciarisation des droits individuels depuis les chartes.

En somme, un livre dont la lucidité pourra aider le courage de plusieurs d'entre nous d'ici le référendum de 1992. ■

Julien Harvey

## Réelles présences

**J**e vais transgresser un tabou absolu dans le monde de la critique : déclarer « magistral » un livre dont je n'ai pas terminé la moitié. Que je crains de finir, de peur de le ranger comme n'importe quel autre ouvrage dans la catégo-

rie des bons livres vite oubliés, alors que cette oeuvre – *Réelles présences*, de Georges Steiner – constitue ou devrait constituer l'ancrage obligé, récurrent, rassérénant de tout être qui prétend le moins à la pensée en cette fin de millénaire fatiguée, logique, tonitruante (la phrase est longue et lourde, je sais : elle est à l'image du sens infini, profond et complexe des choses auquel Steiner souhaite nous réintroduire).

Cet homme d'une prodigieuse culture nous parle à nous, sur un ton à la fois se-rein et incisif, de deux ou trois choses simples : l'art, le sens, le mot, l'esthétique, la transcendance.

Cet homme qui connaît tout, de Cratyle à Heisenberg, à Malévitch et Derrida, Eschyle, Empson et John Cage – cet homme, dis-je, fait ici le procès des procureurs, comprenons du nihilisme ambiant (et l'ambiance est ici un espace-temps qui remonte à la fin du XIXe siècle), dont il démontre par ailleurs l'extrême rigueur argumentative.

Cet homme, monstrueusement éclairé des aléas de la pensée humaine, postule ici simplement (quel mot...) le primat de la transcendance : au commencement il n'y a peut-être pas le Verbe, comme le démontre tout le courant déconstructiviste et poststructuraliste qui va de Rimbaud-Mallarmé à Barthes-Derrida, mais il y a, mais il demeure le Sens, venu on ne sait d'où, mais dont l'exigence à la fois nous traverse, nous écrase, puis éblouit. Les signes de cet appel résident primordialement dans l'art, la poésie, l'esthétique, et emblématiquement : dans la musique.

Je n'ai presque pas envie d'en dire plus. De toute façon, nous sommes dans l'ère de « l'après-mot », du degré zéro du langage, de « l'abrogation du contrat entre mot et monde » (163), des « masques », des « mandarins médiocres et précieux », de « l'asémantique » triomphante (159), du « bavardage de haut niveau... distingué, sur les arts et les lettres » (101). Et le total impossible (des recherches doctorales et postdoctorales) ne donne déjà « rien d'autre qu'un marécage grisâtre » (57)...

J'interromps la liste de ces durs extraits. Ceux qui depuis des années ont pour fonction de lire, comprendre, admirer, critiquer ou expliquer vont ici souffrir tout leur soûl, car Steiner remet en cause tout ce qui fait sens depuis cent ans dans le monde des idées – et nous en sommes. Et je lis en grinçant des dents, car (ce serait trop facile) Steiner n'est surtout pas ce vieux grano réactionnaire donnant sur le tard dans le soporifisme anti-intellectuel type des gens fatigués qui se plaisent à voir un « retour aux sources » dans leurs maux d'estomac...

Vers quelles fenêtres l'auteur porte-t-il nos regards ?

« Le signe est tourné vers la face de Dieu » – il n'est ni arbitraire ni purement autoréférentiel.

« L'enjeu... est majeur. » Et de citer « les splendeurs situées derrière le tombeau » de Baudelaire.

« Toute forme sérieuse d'art, de musique, de littérature, est un acte critique » – et il ajoute « de premier ordre ».

Quelque chose « doit demeurer informulé » : « mystère » est un terme crucial dans ma démonstration » (37).

Il y a, dans l'art, des « faits de nécessité et de patience ».

« Le langage essentiel du poème, de la musique, du tableau... est le langage de la survie. »

Nous vivons dans le bruit, qui empêche « l'hospitalité toute personnelle que nous devons à notre propre mort » (74).

Étrange : Jacques Lessard, du théâtre Repère, me disait ces jours-ci avoir revendiqué auprès de la ministre de la Culture le droit des artistes au silence... Le droit de tous, préciserait Steiner, dans la cohue proliférante des commentaires sur les commentaires...

À ceux qui aiment les parcours historiques denses, et la géométrie intime des idées contemporaines, je recommande bien évidemment ce maître-livre. Et comme partisan fanatique de Steiner, j'applique *illico* à la lecture même le conseil dangereux qu'il nous donne : nous en remettre à la musique. Lire en compagnie de Ravel, mouvement lent du Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, avec Martha Argerich...

Voilà. Je ne lis plus depuis des heures. Et l'on comprend soudain qu'il est des livres in-finis... ■

Richard Dubois

## Quand les femmes parlent de leur santé

**b**asé sur l'enquête Santé Québec de 1987 – portant sur 32 000 hommes et femmes – et étayé de nombreuses études, *Quand les femmes parlent de leur santé* brosse un portrait de la santé des femmes au Québec. Il s'adresse d'abord aux femmes, mais sera très utile à tous ceux et celles qui ont à intervenir dans le domaine psycho-social ou de la santé. Contrairement à la réforme Côté, à laquelle on a reproché de négliger les aspects so-

ciaux de la maladie, Louise Guyon met l'accent sur l'aspect social et psychologique des problèmes de santé.

La première partie porte sur les Québécoises, leur santé et leurs habitudes de vie. Les thèmes qui y sont abordés sont l'espérance de vie, la santé physique et mentale, certaines habitudes de vie comme le tabagisme et l'alcool, la ménopause, la consommation de médicaments et de contraceptifs oraux. Dans la deuxième partie, intitulée « Y a-t-il des femmes différentes ? », l'auteure se penche sur des catégories de femmes plus touchées par les problèmes de santé : les jeunes femmes, les femmes âgées, les femmes de milieux défavorisés, les femmes en situation de monoparentalité et les femmes des communautés culturelles.

Les adolescentes sont habituellement en bonne santé physique, mais elles présentent plus de problèmes psychologiques. En fait, le tiers d'entre elles auraient des niveaux de détresse psychologique élevés. Chez les jeunes filles provenant de milieux très pauvres, cette proportion passe à près de la moitié. Les adolescentes adoptent des habitudes de vie qui vont influencer sur leur état de santé futur. L'enquête révèle qu'elles prennent plus d'alcool et de tabac que leurs aînées. Et elles fument davantage que les garçons, en plus de faire usage d'anovulants (deux tiers des jeunes fumeuses), ce qui constitue un risque accru de complications cardiovasculaires. En outre, elles ont une image de soi hypocalorique : la grande majorité des jeunes femmes désire maigrir et le quart est vulnérable à l'anorexie.

À égalité avec les adolescentes, le tiers des femmes âgées présente des niveaux de détresse psychologique élevés. Si les femmes vivent plus longtemps que les hommes, cette longévité accrue ne va pas de pair avec une bonne qualité de vie. La plupart des femmes âgées, en effet, se retrouvent seules, malades et pauvres. Parmi les femmes seules et âgées, plus des deux tiers sont pauvres ou très pauvres. Pour contrer ces difficultés, les femmes âgées font souvent usage des « petites pilules du bonheur ». Au moment de l'enquête, près de huit femmes âgées sur dix prenaient au moins un médicament et le quart avait une prescription de tranquillisants...

Les femmes âgées forment une bonne partie du contingent des milieux défavorisés. Il y a en général plus de femmes que d'hommes dans la catégorie des plus défavorisés et, à chaque niveau, les femmes sont plus pauvres. Ces données sont cruciales, puisque « l'appartenance à un milieu socio-économique particulier est un déterminant majeur dans le devenir des individus quant à leur

santé ». L'une des données les plus frappantes de l'enquête Santé Québec est l'association entre la pauvreté et la détérioration de la santé, conjuguée surtout au féminin. Les femmes des milieux défavorisés auraient plus de problèmes de santé physique et psychologique que les femmes des autres milieux et que les hommes de même niveau socio-économique.

La pauvreté accompagne généralement le statut de famille monoparentale, puisque les deux tiers des femmes dans cette situation sont défavorisées économiquement. Elles ont plus de problèmes de santé physique et psychologique que les autres mères et ont plus souvent recours aux services sociaux. Notons qu'il y a 15 % de familles monoparentales au Québec, dont 87 % sous responsabilité féminine.

Enfin, les femmes des communautés culturelles sont en moyenne plus âgées que les Québécoises d'origine et leur état de santé est comparable. Par contre, elles ont un taux d'obésité supérieur, prennent moins d'anovulants et se prévalent moins des tests de dépistage. Les communautés culturelles constitueraient 11 % de la population québécoise.

En plus des nombreuses données étoffées d'études qui les mettent en perspective, *Quand les femmes parlent de leur santé* contient de nombreux tableaux et une quantité impressionnante de références. On peut lire ce livre en entier ou le consulter par sections, au gré de ses intérêts, sans perdre le fil. Un must! ■

Marie-France Cyr

## L'année politique 1989-1990 au Québec

**P**our la troisième année, Denis Monière a piloté l'entreprise de nous donner un survol de l'année politique au Québec. Il s'agit

de l'année 1989-1990 qui s'étend, selon le liminaire, du premier juillet au 30 juin ; mais la chronologie établie par Martine Provost s'étale du premier septembre au 31 août, et au moins un article, celui de Pierre Hamel, fait allusion à des dates plus tardives.

Si on excepte la présentation, à quelques mots près identique à celle de l'année passée, l'ouvrage comprend seize articles couvrant la vie parlementaire, les politiques gouvernementales (québécoises), le budget, l'administration publique, le théâtre constitutionnel, les relations internationales, la vie municipale, la vie des partis, l'élection du 25 septembre 1989, le mouvement syndical, le patronat, les demandes sociales, les débats idéologiques, l'opinion politique québécoise, un profil du Québec et la chronologie.

Chacun y trouvera son bien selon ses intérêts. C'est justement la raison d'être d'un bilan. Cette année, j'ai particulièrement apprécié l'analyse de Réjean Pelletier sur la vie parlementaire, surtout en ce qui a trait à la provenance des députés (p. 11-15) ; les remarques de Bourgault et de Dion sur ce qui advenu du *Rapport Gobeil* et sur le vieillissement de la fonction publique (traitement annuel moyen de 64 390\$ pour les cadres et de 45 100\$ pour les professionnels (p. 46) ; l'analyse de Pierre Drouilly sur les élections de septembre 89, sur le plafonnement du Parti québécois et le renouvellement du Parti libéral (p. 103-122) ; les remarques très judicieuses de Jacques Rouillard sur le mouvement syndical (p. 125-134) ; les observations de Jean-H. Guay sur la montée de la classe des gens d'affaires (p. 137-144) ; une bonne analyse de Denis Monière sur les débats idéologiques (p. 157-164) ; un survol des sondages d'opinion publique de la dernière année par Édouard Cloutier (p. 167-183).

Au débit du volume, il faut signaler l'absence presque complète de collaboratrices féminines, une notion trop étroite du politique, une politique réduite au forum québécois, un traitement superficiel du vécu social, l'absence de la culture et

de la société profonde, de l'éthique et des débats de valeur. L'article de Pierre Boily est parfois un simple décalque de sa contribution de l'année dernière. Certains articles sont trop bavards et il n'est pas nécessaire de nous donner le curriculum de chaque ministre (p. 218-227), ce que l'*Almanach du peuple* nous donne depuis toujours.

Bref, il faudrait abréger, resserrer, diversifier. La présentation doit être refaite, en tenant davantage compte des réactions des lecteurs. Au total, j'ai eu l'impression d'un progrès sur l'an passé. Progressivement, le livre va trouver sa niche. ■

André Beauchamp

## Livres reçus

Parmi les livres reçus ces derniers mois, *Relations* vous signale les ouvrages suivants :

- Marguerite Yourcenar, *Le tour de la prison*, Paris, Gallimard, 1991 ; 187 p.

- Coll., sous la direction de Raymond Brodeur, *Les catéchismes au Québec, 1702-1963*, Sainte-Foy/Paris, Les Presses de l'Université Laval/Éditions du CNRS, 1990 ; 255 p.

- Danièle Vazeilles, *Les chamanes maîtres de l'univers. Persistance et exportations du chamanisme*, 126 p. ; Robert Tessier, *Le sacré*, 125 p. ; Paris, Cerf/Fides, 1991.

- Laurent Laplante, *La police et les valeurs démocratiques*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991 ; 124 p.

- Coll., sous la direction de Gilles Langevin et Raphaël Pirro, *Le Christ et les cultures dans le monde et l'histoire*, Saint-Laurent, Éd. Bellarmin, 1991 ; 401 p.

- *Le Beffroi*, Revue philosophique et littéraire XIV, avril-août 1991 ; 242 p.

- Gérald LeBlanc, *Montréal comme je l'ai vue*, Montréal, Éd. du Méridien, 1991 ; 298 p. ■

# références

Jacques Dufresne, *Le courage et la lucidité. Essai sur la constitution du Québec souverain*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1990 ; 191 pages.

Georges Steiner, *Réelles présences. Les arts du sens*, Paris, Gallimard, 1989 ; 286 pages.

Louise Guyon, *Quand les femmes parlent de leur santé*, Les Publications du Québec, 1990 ; 185 pages.

*L'année politique 1989-1990 au Québec*, sous la direction de Denis Monière, Montréal, Le Devoir Québec/Amérique, 1990 ; 289 pages.

## EN RELISANT TEILHARD

Une des questions fréquemment soulevées dans le milieu écologique est celle de la place de l'être humain sur la terre. On sait que la crise écologique n'est pas une crise du milieu naturel comme tel. C'est une crise humaine. Elle est causée par la prolifération de la race humaine (notre planète est infestée d'hommes, dit Hubert Reeves) et de ses activités, surtout industrielles.

D'où la nécessité de retrouver les principes d'une insertion au sein de la nature, de reconstruire ce que Moltmann appelle *la perception de notre appartenance à la même communauté créationnelle*. L'animalité en nous n'est pas un passé dépassé, mais une condition fondamentale de notre existence. Les artisans du Nouvel âge peuvent bien invoquer le corps astral : c'est au sein de la biologie que nous vivons, mourons et faisons l'expérience de la liberté et de la spiritualité.

C'est dans ce contexte que l'on sent un peu partout un reproche plus ou moins larvé à l'égard du principe anthropique, qui voit dans l'être humain l'achèvement du monde. On pense au texte de *Genèse : Remplissez la terre et dominez-la* (1,28). L'auteur qui écrivait cela, au temps de l'exil à Babylone, ne pensait pas à la technologie moderne, mais à la survie d'un peuple écrasé et à une victoire jamais assurée contre l'hostilité du monde extérieur. Le principe anthropique ne peut se comprendre que dans une perception plus large de l'appartenance à la nature.

Rupture ontologique, certes, entre l'être humain et l'animalité, mais continuité également. Comment dire cette insertion et cette rupture de l'être humain à l'égard du milieu ? La Déclaration de Vancouver (15 septembre 1989) rappelle avec à-propos : « Reconnaître que l'être humain est un aspect du processus créateur qui donne forme à l'univers élargit l'image que l'homme a de soi et lui permet de transcender l'égoïsme qui est la cause première du manque d'harmonie entre lui-même et ses semblables, comme entre l'humain et la nature. »

Aspect du processus créateur qui a conduit la vie depuis trois milliards et demi d'années jusqu'à l'état actuel, l'être humain est-il l'aboutissement de l'évolution biologique sur la terre ? Teilhard de Chardin répond : oui. Dans *Le phénomène humain* (Paris, Seuil, 1955), tout de même rédigé pour l'essentiel entre 1938 et 1940, Teilhard est d'abord soucieux d'affirmer la réalité de l'évolution, qui est pour lui le paradigme par excellence : « une

condition générale à laquelle doivent se plier et satisfaire désormais, pour être pensables, toutes les théories, toutes les hypothèses, tous les systèmes » (p. 242). Pour Teilhard, le temps n'est pas réversible. La théorie du *Big Bang* commence à peine à émerger, mais il y a pour lui une flèche du temps. Dans une évolution cosmique dont il évolue encore mal l'épaisseur (il est paléontologue et non astro-physicien), il distingue une géogénèse (naissance de la terre), une biogénèse (vie), une psychogénèse (intériorité et réflexion), une noogénèse (âge de l'esprit).

Teilhard est peu attentif à l'équilibre total de la biosphère. Dans la ligne de Darwin, il voit davantage la compétition que les phénomènes de collaboration et les communautés biologiques. Mais il cherche un principe directeur expliquant le passé et le futur, la flèche du temps. « De quel droit, par exemple, dire que le mammifère – fût-ce l'homme – est plus avancé et plus parfait que l'abeille ou la rose » (p. 154) ? Ce principe réside pour lui dans la complexité-conscience. Il y a en tout, depuis l'origine, un dedans et un dehors. La vie cherche en toutes les directions. Mais quand elle s'oriente vers plus de psychisme, plus d'intériorité et de liberté, elle trouve son vrai filon.

Reprenant Huxley, il s'écrie : l'homme « n'est pas autre chose que l'évolution devenue consciente d'elle-même » (p. 244). Ainsi s'opère ce que nous désignons aujourd'hui comme un passage de la biologie à la culture. La culture est le nouvel âge de la biologie : là, l'évolution continue son inlassable pulsion. Dans le système teilhardien, « énergie matérielle et énergie spirituelle se tiennent et se prolongent » (p. 60), en sorte qu'il y a un avenir de l'homme, une noogénèse. Cette tension vers l'avenir est, pour Teilhard, en relation avec le point Oméga, Christ, qui aspire l'humanité vers son destin spirituel. Le théoricien scientifique cède ici la place au croyant.

Teilhard ne pouvait soupçonner la crise écologique actuelle, qui n'apparaissait pas encore ; l'échelle de temps qu'il envisage transcende les contingences d'une crise ponctuelle. Mais il a cru discerner une dynamique de l'évolution, une finalité. Peut-on assumer cette perspective sans céder à un orgueil prétentieux et destructeur ? Si vous avez un peu de temps, lisez et relisez Teilhard.

André Beauchamp

Le Centre justice et foi  
présente sa session d'été 1991

## JUSTICE SOCIALE ET ENGAGEMENT CHRÉTIEN

Cette session se veut une occasion pour permettre aux militants chrétiens, engagés pour la justice sociale, de réfléchir ensemble sur le chemin parcouru depuis le concile Vatican II. En cette époque où les luttes sociales ne sont plus guère à la mode, nous essaierons de repenser une théologie de l'engagement.

Animées par Guy Côté et plusieurs panelistes de renom, ces trois journées d'étude se tiendront à la Maison Bellarmin, au 25 Jarry ouest, Montréal, du 19 au 21 août 1991, de 16h00 à 22h00.

Coût de la session:

- 10,00\* \$ pour l'inscription et l'envoi de documents
- 20,00\* \$ par jour ou 60,00\* \$ pour les trois jours  
(les repas sont inclus dans ces prix)

Pour avoir plus d'information ou pour vous inscrire, veuillez vous adresser à Pauline Roy-Servant ou François Morissette, au Centre justice et foi, 25 Jarry ouest, Montréal H2P 1S6, tél.: (514) 387-2541. Notez que nos bureaux seront fermés du 22 juin au 23 juillet.

\* TPS incluse

---

# relations

juillet-août 1991 3,00\$ no 572

---

## SOMMAIRE

---

### face à l'actualité 163

Les trois défis du mouvement Desjardins (J.G.) – Un an après, a-t-on appris? (R.B.) – Du neuf chez les syndicats? – (J.B. et P.R.B.)

---

### dossier 167

*Québec en ville !*

|                       |  |     |
|-----------------------|--|-----|
| Pierre-André Fournier | Que faisons-nous de l'héritage?            | 168 |
| Louise Quesnel        | Québec, ville orpheline                    | 169 |
| Paul Tremblay         | Comme un effet de serre                    | 171 |
| Richard Dubois        | Ville d'eau, ville d'ombre, ville d'art... | 173 |
| Marc Pelchat          | Tourisme et pastorale                      | 177 |
| Vivian Labrie         | Québec sans lunettes                       | 179 |

---

### en bref/environnement 186/190

---

### articles 181

|                   |                            |     |
|-------------------|----------------------------|-----|
| Jean Éthier-Blais | L'éducation des Jésuites   | 181 |
| André LeBlanc     | Entre le passé et l'avenir | 183 |

---

### lectures 187

---

Photographie de la page couverture : Service des Communications, Ville de Québec

## LES SOIRÉES RELATIONS SUR VIDÉO

Location (10 jours): 7,00 \$  
Achat: 25,00 \$  
TPS, TVQ et frais d'expédition sont  
inclus dans ces prix.

Pour obtenir la liste des soirées qui  
ont été enregistrées, s'adresser à  
Pauline Roy-Servant, au Centre  
justice et foi (téléphone: 387-2541).

Les Soirées Relations reprendront en septembre prochain.  
Surveillez notre publicité dans LE DEVOIR.